

FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1939-1940. — N° 61.

La lutte contre l'avortement criminel en France

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE et de PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 15 novembre 1939.

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Marcel RODALLEC

DIPLOMÉ D'HYGIÈNE ET DE BACTÉRIOLOGIE

DIPLOMÉ DE MÉDECINE LÉGALE ET DE PSYCHIATRIE

DIPLOMÉ D'ÉLECTRO-RADIOLOGIE

Né le 25 Juin 1913, à Hennebont (Morbihan).

IMPRIMERIE DE TRAVOUX
G. PATISSIER

1939

**La lutte contre l'avortement criminel
en France**

Le Décret-Loi du 29 Juillet 1939.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
Année scolaire 1939-1940. — N° 61.

La lutte contre l'avortement criminel en France

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE et de PHARMACIE DE LYON
et soutenue publiquement le 15 novembre 1939.

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Marcel RODALLEC

DIPLOMÉ D'HYGIÈNE ET DE BACTÉRIOLOGIE

DIPLOMÉ DE MÉDECINE LÉGALE ET DE PSYCHIATRIE

DIPLOMÉ D'ÉLECTRO-RADIOLOGIE

Né le 25 Juin 1913, à Hennebont (Morbihan).

IMPRIMERIE DE TRÉVOUX
G. PATISSIER

1939

PERSONNEL DE LA FACULTE

Doyen honoraire	M. L. HUGOUNENQ
Doyen	M. J. LEPINE
Assesseur	M. A. MOREL

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. LANNOIS, HUGOUNENQ, PIC, CONDAMIN,
PAVIOT, NICOLAS, VILLARD, NOVE-JOSSERAND, TIXIER, COLLET, GAYET, CLUZET

PROFESSEURS

Cliniques médicales	}	MM. FROMENT
Cliniques chirurgicales		SAVY
Clinique obstétricale et Accouchements		PATEL
Clinique ophtalmologique		BERARD
Cliniques dermatologique et syphiligraphique		VORON
Clinique neurologique et psychiatrique		BONNET
Clinique médicale infantile		FAVRE
Clinique gynécologique		LEPINE (J.)
Clinique Oto-rhino-laryngologique		MOURIQUAND
Clinique urologique		COTTE
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie		REBATTU
Clinique et prophylaxie de la tuberculose		CIBERT
Clinique des maladies infectieuses		TAVERNIER
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie		COURMONT
Chimie biologique et médicale		CHALIER (J.)
Chimie organique et Toxicologie		PONTHUS
Matière médicale et Botanique		FLORENCE
Parasitologie et Histoire naturelle médicale		MOREL
Anatomie		MANCEAU
Histologie		GUIART
Physiologie		LATARJET
Pathologie interne		POLICARD
Pathologie générale et thérapeutique		HERMANN
Anatomie pathologique		CORDIER
Chirurgie opératoire		CADE
Médecine expérimentale et comparée et Bactériologie ...		J. F. MARTIN
Médecine légale		SANTY
Hygiène		ARLOING (F.)
Pharmacie et Pharmacologie		MAZEL
Hydrologie thérapeutique et Climatologie		ROCHAIX
		LEULIER
		PIERY

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un Cours d'Anatomie médico-chirurgicale	MM. THEVENOT (Léon)
Chargé d'un cours d'Embryologie	NOEL

AGREGES

MM.	MM.	MM.	MM.
GABRIELLE	P. RAVAUULT	CLAVEL	FROMENT (R.)
CHAMBON	PIGEAUD	LEVRAT	MARTIN (P.-E.)
REVOL	CROIZAT	BANSSILLON	MOUNIER-KUHN
ENSELME	DELORE	MALLET-GUY	BROUSSY
SEDALLIAN	JOSSERAND	ROMAN	PIFFAULT
CREYSSSEL	MORIN	PEYCELON	
DE ROUGEMONT	BERTRAND	JOURDAN	

Examineurs de la Thèse

M. VORON, *Président.*

MM. MAZEL, SEDALLIAN, *Assesseurs.*

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.



A LA MEMOIRE DE MON PERE

A MA MERE

A MON FRERE, A MA BELLE-SOEUR

A MA SOEUR

A TOUS MES AMIS

A MES MAITRES DE LA FACULTÉ
ET DES HOPITAUX

A MES JUGES

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE
MONSIEUR LE PROFESSEUR VORON

PROFESSEUR DE CLINIQUE OBSTÉTRICALE
MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Pour le très grand honneur qu'il
nous fait en acceptant la présidence
de cette thèse.

A MON MAITRE
MONSIEUR LE PROFESSEUR MAZEL

PROFESSEUR DE MÉDECINE LÉGALE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Il nous a inspiré le sujet de cette thèse et nous a guidé dans notre travail. Nous avons, au cours de cette année d'études, suivi son enseignement avec le plus vif intérêt et avons eu le privilège de travailler sous sa direction à l'Institut Médico-Légal. Qu'il veuille bien trouver dans ce modeste travail le témoignage de notre gratitude.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ RHENTER

ACCOUCHEUR DES HÔPITAUX
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Qui nous a facilité notre tâche. Les événements ne nous ont pas permis de poursuivre les recherches que nous avions entreprises dans son service. Nous le remercions de l'aimable bienveillance qu'il nous a toujours témoignée.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ SEDALLIAN

MÉDECIN DES HÔPITAUX
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Nous avons toujours suivi son enseignement avec beaucoup d'intérêt. Nous le prions de croire à toute notre reconnaissance pour l'honneur qu'il nous fait en acceptant d'être l'un de nos juges.

Introduction

L'avortement criminel constitue une des causes les plus importantes de la dénatalité et par conséquent de la dépopulation française.

Or le problème de la dénatalité se pose en effet aujourd'hui avec une acuité particulièrement grande. « Il y a un demi-siècle, écrit M. le Président du Conseil dans son rapport à M. le Président de la République introduisant le décret relatif à la famille et à la natalité française, la France enregistrait plus d'un million de naissances annuelles ; depuis quelques années, ce chiffre s'est abaissé à environ 600.000 par an ; la natalité qui était de 35 naissances pour 10.000 habitants, est tombée à 14 pour 10.000, soit une réduction de plus de moitié en cinquante ans. La chute de la natalité est devenue telle que, depuis 1935, le nombre des décès l'emporte sur celui des naissances ; chaque année la France perd environ 35.000 français... »

Pour l'année 1938, l'excédent des décès dépasse 30.000. La France est le seul pays civilisé qui compte plus de cercueils que de berceaux. Faut-il signaler qu'en 1938 l'Italie a eu un excédent de 400.000 naissances et l'Allemagne un excédent de 500.000.

La dénatalité peut cependant être vaincue. L'exemple de l'Allemagne le prouve de façon indiscutable : de 1920 à 1932, le nombre des naissances y avait marqué une diminution extrêmement rapide, et, chez elle aussi, il se trouvait des gens pour affirmer que cet état de chose était sans remède ; or il a suffi qu'un nouveau gouvernement fasse appel à l'énergie de la nation en lui montrant le danger, apporte une aide méthodique aux familles et réprime l'avortement, pour qu'en trois ans le nombre annuel des naissances ait remonté de 300.000.

L'Italie, à son tour, est entrée dans la même voie : elle a eu en 1938 près de 80.000 naissances de plus qu'en 1936.

Ce que ces deux pays ont fait, la France peut le faire et dans ce but doit être entreprise une lutte sans pitié contre l'une des causes les plus puissantes de la dénatalité, contre l'avortement.

Mais, comme l'écrit le Président de l'Alliance Nationale contre la dépopulation, M. Boverat : « ... Ce n'est pas dans 5 ans, ce n'est pas dans 2 ans qu'il faut relever la natalité, si nous voulons éviter la guerre, c'est demain. »

M. Boverat parlait ainsi au début de cette année 1939. Depuis lors, le gouvernement a enfin adopté les mesures qui s'imposaient pour lutter efficacement contre l'avortement criminel, depuis lors aussi notre pays est en guerre.

En ce moment particulièrement critique, il nous a paru intéressant de retracer l'histoire, bien incomplète et nous nous en excusons, de l'évolution de la lutte contre l'avortement criminel en France, et de préciser l'état

actuel de cette lutte, depuis le récent décret du 29 Juillet 1939.

Après un court historique sur l'avortement criminel, nous aborderons notre étude proprement dite en adoptant le plan suivant :

1° La lutte contre l'avortement criminel avant la loi du 27 Mars 1923.

2° La loi du 27 Mars 1923.

3° La lutte contre l'avortement criminel dans la période qui s'étend de la loi du 27 Mars 1923 au décret du 29 Juillet 1939.

4° Le décret du 29 Juillet 1939.

Historique

Dans son « Traité théorique et pratique de l'avortement considéré au point de vue médical, chirurgical et médico-légal » Garimond nous apprend qu'il est question de l'avortement criminel dans l'un des plus anciens documents que nous possédions : Le livre de l'Exode.

On peut y lire que chez les Hébreux, celui qui, par des violences, avait déterminé l'avortement d'une femme, était puni d'une amende fixée par le mari ou par des arbitres ; il encourait la peine capitale si les violences avaient causé la mort de la femme.

Plus tard furent employés avec intention les moyens que l'observation vulgaire et les études médicales avaient signalés comme les plus propres à atteindre ce but. Aux manœuvres, aux violences extérieures vinrent en effet s'ajouter les breuvages et l'introduction dans le vagin et jusqu'au col de l'utérus de corps étrangers irritants auxquels l'art médical avait souvent recours pour le traitement de maladies utérines.

Au siècle de Périclès, la pratique de l'avortement s'était tellement répandue que la célèbre Aspasia s'y livrait ouvertement. Aétius et d'autres médecins

grecs énumèrent, d'après cette courtisane, tout un arsenal de moyens propres à le provoquer.

La loi grecque elle-même en consacrait l'usage dans une certaine mesure, et l'avortement provoqué n'était proscrit qu'autant que le fœtus était « animé ». Les philosophes n'hésitaient pas à conseiller l'interruption volontaire de la grossesse dans quelques occasions. Platon, dans sa République défend la pratique de l'avortement. Aristote l'admet aussi dans un but d'Eugénie : « Tout enfant né, dit-il, d'une mère de plus de quarante ans, ou d'un père de plus de cinquante ans, ne doit pas vivre. » Cet auteur voit par ailleurs dans les manœuvres abortives un moyen excellent pour arrêter l'excès de la population : « Si la mère, dit-il, vient à concevoir au delà du nombre prescrit, elle sera tenue de se faire avorter avant que l'embryon soit animé. Ce serait un crime d'attenter à son existence lorsqu'il aura reçu le souffle de la vie. » Hippocrate lui-même, malgré son fameux serment des Asclépiades, conseillait un jour à une femme enceinte de faire des exercices physiques assez violents pour provoquer l'hémorragie utérine ; il paraît même avoir possédé — pour provoquer l'avortement — une recette spéciale composée de galbanum pilé dans l'huile de cèdre.

A leur tour, les Romains ont considéré pendant longtemps le fœtus, non comme un homme, mais comme « une partie de l'intestin maternel ». Le résultat de pareilles théories fut désastreux. La crainte même du danger ne put opposer un frein à des habitudes devenues plus tard si puissantes, que Plante, Ovide, Juvénal et tous les auteurs contemporains du siècle de Néron,

les signalent comme une des plaies de la société romaine de cette époque. Ovide, le premier, avertit les jeunes filles du danger qu'elles couraient, en interrompant par des manœuvres criminelles le cours normal de leur grossesse.

Au troisième siècle, les stoïciens soutenaient encore que l'âme n'était unie au corps qu'après la respiration. Une pareille doctrine était bien faite pour ôter tout scrupule en matière d'avortement.

Au commencement de l'ère chrétienne, l'abaissement moral était poussé si loin, et l'exemple venait de si haut, que la pratique de l'avortement s'étalait audacieusement en plein jour. Les premiers chrétiens s'efforcèrent de détruire ces théories, et, avec eux, on passe de l'impunité presque absolue à la répression la plus sévère. Le droit romain, réformé par les premiers empereurs chrétiens, prononce la peine de mort contre l'avortement. Mais, malgré sa sévérité apparente, la loi romaine, protectrice de l'enfant contenu dans le sein de sa mère, n'était qu'une lettre morte, impuissante à réprimer ces honteux débordements.

M. Rouyer, dans son « Etude médicale sur l'ancienne Rome », nous dit que les sages-femmes avaient la spécialité des avortements ; cependant, quelquefois, les nourrices leur faisaient concurrence. Celles-ci restaient longtemps auprès des jeunes filles dont les premières années avaient été confiées à leurs soins ; elles devenaient leurs confidentes et les assistaient lorsqu'elles avaient recours à cette « opération. »

La diffusion du christianisme mit fin à ces turpitudes passées dans les mœurs publiques et, si la plaie de

l'avortement ne disparut pas complètement, ces honteux excès n'osèrent plus du moins s'étaler au grand jour.

En 692, le concile de Constantinople assimile l'avortement à l'homicide, et le place parmi les crimes justiciables du dernier supplice. Pendant tout le Moyen-Age cependant, la pratique de l'avortement fut très répandue en Europe.

En France, il faut arriver jusqu'à Henri II pour trouver des lois qui en punissent les auteurs, et donnent aux recherches de l'expert leur véritable sens, en même temps qu'un appui sérieux. L'édit de 1556 est, en effet, la base de nos lois en cette matière, avant la Révolution ; il fut d'ailleurs confirmé par les ordonnances de 1708, 1731 et 1735, englobant, dans une répression commune et également impitoyable, tous les crimes qui menacent la vie du produit de conception, célération de grossesse, avortement et infanticide.

Depuis le XVI^e siècle, on prononçait en France la peine capitale, pour tous les avortements reconnus criminels. Voltaire et J. J. Rousseau ont protesté contre la rigueur d'un pareil châtimement.

L'édit de Henri II, fait sous des inspirations peut-être louables dans le principe, mais maladroites de fait, avait placé les femmes dans l'alternative de choisir la mort pour elles-mêmes, en laissant évoluer le produit de conception qu'elles portaient dans leur sein, sans déclarer leur grossesse, ou l'avortement, qui mettrait un terme à leurs craintes. La malheureuse qui s'était laissée séduire, voyait devant elle l'échafaud, si elle cachait qu'elle était enceinte, la misère et le déshonneur si elle déclarait son état, l'impunité si l'avortement faisait dis-

paraître la preuve évidente de sa faute. Il eut donc fallu bien de l'héroïsme de sa part, pour ne pas choisir l'avortement ; et, de fait, pendant toute cette époque, le crime fut des plus fréquents.

Avec la Révolution, tout est changé, et les législateurs de 1791 ne punissent plus la femme enceinte, pour s'attacher à poursuivre seulement les complices. Ils croyaient, de cette manière, faciliter les aveux de la mère, pour découvrir plus facilement les « avorteurs de profession. » Ils n'avaient sans doute pas réfléchi qu'une femme peut se faire avorter elle-même.

L'article 317 du code pénal allait modifier notablement la législation en matière d'avortement en punissant sévèrement aussi bien la femme que ses complices.

CHAPITRE PREMIER

La lutte contre l'avortement criminel avant la loi du 27 Mars 1923

Avant la loi du 27 Mars 1923, la France vivait sous le régime légal édicté dans l'article 317 du Code pénal qui, nous l'avons déjà dit, punit sévèrement aussi bien la femme que ses complices.

Après avoir rappelé les termes de cet article, nous montrerons qu'il s'est rapidement révélé inefficace et nous en chercherons les raisons. Nous rappellerons ensuite quels furent les principales mesures proposées et les vœux adoptés pour parer à cette inefficacité.

L'article 317 du Code pénal comportait antérieurement au 27 mars 1923 les dispositions suivantes :

« Quiconque par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

« La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aurait consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet si l'avortement s'en est suivi.

« Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine de travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu. »

Cette loi contient donc trois parties :

- 1° Les personnes auxquelles la peine est applicable.
- 2° Les moyens envisagés.
- 3° Les peines prévues.

Quels furent les résultats de ces dispositions pénales ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils furent bien loin d'assurer la prophylaxie de l'avortement criminel et l'on peut caractériser l'état de la question avant 1923 par un double fait : progression croissante du chiffre des avortements ; impunité presque complète.

— La progression toujours croissante du chiffre des avortements en France ? Elle apparut très vite aux yeux de tous les membres du corps médical. En 1905, le Dr Doloris estimait que, de 1898 à 1904, le nombre des avortements traités dans les maternités parisiennes avait au moins triplé. A la clinique Tarnier et à la clinique Baudelocque, il atteignait 10.000, supérieur au chiffre des naissances.

Le Dr G. Bertillon, envisageait un chiffre annuel de 50.000 à 114.000 victimes.

A la Réunion de la Société de Médecine Légale du 9 Juillet 1917, le Dr Mauclore établissait ainsi le bilan de l'avortement criminel :

« J'estime que sur 100.000 avortements provoqués à Paris, il y a 80.000 opérées qui s'en tirent sans accidents. A mon avis, il y a 6.000 morts dans les jours qui suivent l'opération. Il y a 2.000 à 3.000 morts consécutives pour suppuration pelvienne, et enfin 11.000 femmes qui restent des « éclopées » du ventre pendant une dizaine d'années. »

Il ne s'agit là sans doute que d'impressions, mais elles émanent de personnes particulièrement autorisées.

Pendant la guerre, le mal gagnait à la fois en profondeur et en surface, et M. Cazeneuve déclarait à la tribune du Sénat qu'il s'était propagé « effroyablement. »

Sans doute cette extension n'avait rien de spécial à la France. Elle existait au même titre dans les autres pays civilisés, comme l'établissent des statistiques suédoises, allemandes, autrichiennes. Aux Etats-Unis d'Amérique, elle s'étalait presque au grand jour. Mais, nulle part, le mal ne constituait, autant que dans notre pays à natalité faible, un véritable péril national.

— L'impunité presque complète ? La plupart des avortements provoqués demeuraient inconnus de la justice. Dans le petit nombre des affaires instruites relativement au chiffre des avortements criminels, la plupart étaient classées par défaut de preuves judiciairement établies :

En 1904, sur 597 affaires d'avortement ayant fait objet d'une instruction, 18 seulement sont envoyées aux Assises.

En 1905, le nombre d'affaires instruites est de 748 : 24 sont envoyées aux Assises.

En 1906, les Assises ne voient que 23 affaires sur 736 ayant fait l'objet d'une instruction.

Mais, au moins, les inculpés dans ce petit nombre d'affaires envoyées aux Assises vont-ils se voir infliger de lourdes peines ? Il n'en est rien ; la plupart de ces affaires se terminent par un acquittement :

En 1904, sur 40 inculpés, 35 sont acquittés ;

En 1905, sur 54 inculpés, 38 sont acquittés ;

En 1906, sur 56 inculpés, 40 sont acquittés ;

soit de 5 à 16 condamnations annuelles pour un chiffre d'avortements qui se comptait assurément par dizaines, peut-être par centaines de mille.

Cette impunité presque absolue de l'avortement criminel en France semble d'ailleurs être bien connue de nos voisins s'il faut en croire Bouffe-de-Saint-Blaise qui relate qu'un jour dans son cabinet, il eut la visite d'une jeune femme anglaise, enceinte pour la première fois, venue à Paris dans l'espoir d'y trouver « une sage-femme respectable, experte et aseptique qui pourra faire opération nécessaire (sic) ». Et comme Bouffe-de-Saint-Blaise lui répondait que, si à Londres on risque la pendaison, à Paris on risque les travaux forcés, la jeune femme lui répondit : « on nous avait dit qu'à Paris on faisait cela facilement et sans risques... »

La cause des acquittements, dans les cas même où la preuve des avortements criminels était fermement établie, résidait toute entière dans l'état d'esprit des jurés après plaidoirie de l'avocat. Il a été parfaitement exposé

à la Chambre des Députés par M. Lafarge, rapporteur d'un projet de loi sur l'avortement :

« Lorsqu'une affaire de cette nature se présente devant le jury, il y a, d'un côté, l'avocat général qui requiert une condamnation en insistant sur la gravité du crime social ; en face de lui, l'avocat a beau jeu pour faire valoir la pitié qui doit s'attacher à l'accusée, les circonstances individuelles et les considérations sociales ; le jury qui n'a pas l'habitude de juger est facilement ému et il se montre, hélas ! nous pouvons le reconnaître, beaucoup trop faible dans certaines de ces décisions.

C'est là certainement la principale cause des acquittements trop fréquents dans les affaires d'avortement. Le caractère social du crime d'avortement ne frappe pas suffisamment son esprit ; ce sont les considérations individuelles de pitié qui, presque toujours, font pencher la balance du côté de l'acquittement. »

Et d'autre part, M. Doleris, à la séance de la Chambre du 12 Janvier 1923, mettait en évidence une mentalité sociale nouvelle dont les jurés devaient être nécessairement plus ou moins imprégnés :

« La morale sociale, disait-il, a singulièrement évolué depuis vingt ans, de même que la morale tout court. La réprobation qu'inspirait autrefois la perpétration de l'avortement s'est muée en un sentiment nouveau et exclusif de compassion pour la victime et d'indulgence pour ses complices et pour les vrais coupables, les avorteuses et les avorteurs... Il lui semble (au jury) qu'il y a disproportion entre la faute et la peine. Et le jury absout ; malgré les preuves, les aveux, il déclare « non coupable ». Pourquoi ? Parce que précisément, une doc-

trine nouvelle et pernicieuse s'est établie et répandue dans tous les milieux sociaux et a remplacé le respect traditionnel pour ce qui touche à la conception, à la maternité. »

Gravité du péril, insuffisance de moyens pour le combattre, telle était la situation au début de 1914 : elle était sérieuse. Au lendemain des hostilités, elle était angoissante ; le péril était accru par l'extension même des pratiques abortives et par la saignée de la guerre ; plus qu'autrefois, en raison de l'état d'esprit de la masse, les moyens pour le combattre étaient illusoire.

On recherchait pourtant, depuis nombre d'années, les moyens propres à combattre l'avortement :

Dès 1891, une proposition de M. Trouillot tendait à soumettre aux tribunaux correctionnels les faits d'avortement puisqu'il était reconnu que les jurys ne les punissaient pas.

En 1902, Waldeck Rousseau institua une grande Commission qui travailla bien, dit ce qu'il fallait faire, et se sépara, on ne sait pourquoi, sans que rien ait été obtenu.

En 1910, M. Barthou reprit la proposition de Trouillot.

En Avril de la même année, le Congrès des Praticiens votait sur la proposition de son rapporteur, le D^r Bertillon cette déclaration liminaire :

« Considérant que tout médecin, par son titre, à défaut même de serment, est défenseur juré de la vie humaine ;

« Que ce titre l'engage, sous peine de forfaire à l'honneur, à faire tous ses efforts, en toutes circonstances,

pour assurer la conservation de l'individu et de l'espèce ;

« Le Congrès se refuse à toute discussion sur ce principe et déclare que tout avortement provoqué, qui n'est pas commandé par des indications médicales, est un véritable crime. »

La même année, ce même Congrès votait à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Considérant :

« Que les manœuvres abortives sont pratiquées dans toutes les classes de la société avec une fréquence qui va croissant d'année en année ;

« Que cette maladie sociale menace à brève échéance la vie même de la nation ;

« Que les médecins, mieux placés que quiconque pour en connaître la gravité, sont témoins impuissants des méfaits des auteurs de ces manœuvres, et déplorent leur impunité.

« En conséquence,

« Les médecins praticiens de France considèrent comme un devoir de réclamer des pouvoirs publics un ensemble de mesures judiciaires et administratives coordonnées en vue du but à atteindre, qui est la disparition de l'avortement criminel. »

En 1912, M. Klotz, ministre des finances, réunit une nouvelle commission, très large cette fois, un vrai parlement de compétences. Par lui, ont été entreprises sur les questions financières, sociales, économiques, philosophiques ou administratives qui touchent à la population, d'énormes études historiques laissées en suspens à raison de la guerre.

En Février 1913, cependant, le Sénat se trouve saisi

par M. Lannelongue, de l'opportunité de modifier les traitements de fonctionnaires qui « ne font pas assez d'enfants. » S'écartant de la question posée, pour aller au plus pressé, la Haute Assemblée s'arrête à quelques dispositions capables d'enrayer la multiplication des avortements criminels. Trois mesures sont alors votées en première lecture :

— La surveillance des maisons d'accouchement ;

— la correctionnalisation, demandée par M. Trouillot et par M. Barthou ;

— l'interdiction et la répression de la propagande néo-malthusienne, antichambre de l'avortement criminel.

En 1916 enfin, l'attention de la Société de médecine légale est à nouveau appelée sur la question des avortements criminels, à propos de la « déclaration » des avortements, non pas à l'instar de ce qui se faisait pour les maladies contagieuses, mais en application des lois civiles sur les déclarations de mortinatalité.

Mais la guerre survient et le vote des mesures contre l'avortement reste en suspens.

M. Mesureur, à qui les accoucheurs des hôpitaux ont signalé la croissance du fléau, institue une commission mixte. Composée d'accoucheurs des hôpitaux, de jurisconsultes et d'administrateurs, cette commission conclut à l'adoption d'utiles mesures administratives. Elle formule des vœux à présenter au Parlement. Ces vœux ont été soumis au Professeur Cazeneuve, rapporteur de la commission sénatoriale.

C'est à l'occasion de l'examen de ces vœux que vont s'engager en 1917, à la Société de médecine légale, une

série de discussions sur les mesures à prendre pour la répression de l'avortement criminel.

Ces vœux, que défendit M. Berthélemy au cours des réunions de la Société de Médecine légale des 26 Juin, 2 Juillet, 9 Juillet et 23 Juillet 1917, sont notamment :

la réorganisation, sur de nouvelles bases, de la profession de sage-femme ;

l'excuse absolutoire accordée à l'avortée qui dénonce son avorteur ;

le témoignage du médecin ;

la correctionnalisation de l'avortement.

« Ce qui s'impose avant tout, s'écriait M. Berthélemy, c'est d'obtenir le châtimeut exemplaire des avorteurs et des « faiseuses d'anges ». Pourquoi n'y parvient-on pas, parce que nous manquons des moyens de *connaître*, des moyens de *poursuivre*, des moyens de *prouver*...

... Pour prouver, il faut savoir avec quelque précision. Or, en matière d'avortement, trois personnes seulement savent quelque chose : l'avorteur, l'avortée, le médecin si l'on a besoin de lui. L'avorteur nie. Il nous faut contre lui le témoignage des deux autres. Pour avoir le témoignage de l'avortée, promettons-lui l'impunité ; pour avoir le témoignage du médecin, relevons-le de l'obligation au secret professionnel. »

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces discussions qui furent, comme on pouvait s'y attendre, très passionnées. M. Berthélemy, défendit l'excuse absolutoire en montrant qu'une telle mesure serait conforme aux principes généraux de notre législation qui provoque la révélation des crimes présentant un haut intérêt social

en récompensant ou en immunisant celui des complices ou co-auteurs qui dénonce les autres. D'ailleurs, comme le faisait remarquer M. Prévost, notre code pénal de 1791, pour obtenir que la femme avortée dénonçât plus aisément ses complices lui accordait une immunité pénale.

Mais ce fut évidemment la question du secret professionnel qui fut la plus débattue. M. Berthélemy défendit le témoignage du médecin dans les affaires d'avortement en montrant qu'une telle disposition légale se trouvait dans la plupart des législations étrangères.

Enfin, en ce qui concerne la correctionnalisation, M. l'avocat général Blondel insista sur le fait que les magistrats correctionnels comprendraient mieux les exigences de la répression et ne seraient pas dominés par une fausse sensiblerie. « Ils ne pourront, il est vrai, ajouta-t-il, que prononcer une peine d'emprisonnement mal proportionnée à la gravité d'un véritable crime, mais elle vaudra mieux que l'impunité. » Et M. Broca, ajoutera, au cours de la même réunion : « J'aime mieux un délit réprimé qu'un crime impuni. »

A la séance du 23 Juillet 1917, la Société de Médecine Légale adopta le vœu suivant sur proposition de M. Berthélemy :

« La Société de Médecine Légale émet le vœu que le Parlement vote sans retard la proposition adoptée en première lecture par le Sénat à la date du 7 Février 1914 et ayant pour objet :

1° L'interdiction et la répression de toute propagande néomalthusienne ;

2° La surveillance des maisons d'accouchement ;

3° La correctionnalisation de l'avortement volontaire.

Convaincue de l'importance croissante du péril national que constitue la multiplication des avortements volontaires, la Société estime que les dispositions de la loi doivent comprendre les quatre mesures ci-après énoncées :

1° Observation exacte de l'obligation de déclarer aux mairies les cas de morti-natalité, obligation dès à présent imposée par le Code civil ;

2° Excuse absolutoire accordée à l'avortée qui dénonce l'auteur de l'avortement, ou au moins diminution obligatoire de la peine à laquelle elle peut être condamnée ;

3° Stipulation par la loi que le médecin cité en justice, toujours dispensé de témoigner quand sa conscience le lui interdit, demeure libre de fournir son témoignage à la justice répressive sans s'exposer à aucune peine ; qu'il doit le faire, au surplus, contre les auteurs des avortements envers lesquels il n'est retenu par aucune obligation professionnelle ;

4° Droit de citation directe, en matière d'avortement volontaire, accordée aux syndicats médicaux, aux administrations d'Assistance publique, aux établissements d'utilité publique ayant pour objet le relèvement de la population ou de la moralité. »

Dès le 28 Janvier 1919, le Sénat, reprenant une discussion ouverte en Mars 1914, votait une proposition de loi qui visait le régime des maisons d'accouchement et

leur surveillance (titre I) et la répression des manœuvres abortives et anticonceptionnelles (titre II). Cette proposition s'inspirait largement, on le voit, des opinions qui avaient été exposées à la Société de Médecine Légale.

Le Sénat avait admis l'excuse absolutoire accordée à l'avortée dénonciatrice et la restriction de la règle du secret médical. La pensée du législateur, celle des membres de la société de Médecine Légale paraît avoir été la suivante : la première de ces mesures aurait permis de connaître un nombre beaucoup plus important d'avortements ; la seconde aurait singulièrement facilité la preuve de leur nature criminelle. Ce double témoignage aurait été pour l'avorteur comme une tenaille à double mors à la prise de laquelle il n'aurait pu échapper. Cette disposition aurait en tout cas fait peser sur lui une insécurité de tous les instants.

Ces mesures allaient-elles aboutir ? Renvoyé à la Chambre des Députés, le texte voté au Luxembourg fit l'objet d'un rapport de M. Leredu, rapport qui ne put être soumis à la discussion avant la fin de la législature, et, ultérieurement, d'un rapport de M. Lafarge, qui eut le même sort. Dans ces conditions, devant les progrès de la propagande anticonceptionnelle, M. Ignace détacha du projet de loi les articles ayant trait à la répression de cette propagande. Le texte proposé fut voté le 23 Juillet 1920 par la Chambre, et adopté peu après par le Sénat. La loi fut promulguée le 31 Janvier 1920.

Cette loi punit :

— D'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans, et d'une amende de 100 fr. à 3.000 francs ;

1° Quiconque, par des discours proférés dans des lieux ou réunions publiques, par la vente ou l'offre, même non publique, la distribution à domicile de livres, écrits, etc., par la publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux, aura provoqué aux crimes d'avortement, alors même que cette provocation n'aura pas été suivie d'effet ;

2° Quiconque aura vendu ou mis en vente des remèdes, substances instruments ou objets quelconques, sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime d'avortement, alors même que, proposés comme moyen d'avortement efficaces, ils seraient en réalité inaptes à le réaliser.

— D'un emprisonnement de un mois à six mois de prison et d'une amende de 100 fr. à 5.000 francs :

1° Quiconque, dans un but de propagande anti-conceptionnelle, a, par l'un des moyens spécifiés dans les articles ci-dessus, décrit ou divulgué, ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse ou encore facilité l'usage de ce procédé.

2° Quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi sur la liberté de la presse se sera livré à une propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité.

3° Toute infraction aux articles 32 et 36 de la loi sur l'exercice de la pharmacie, lorsque les remèdes secrets sont désignés par les étiquettes, les annonces, comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, alors même que l'indication de ces vertus ne serait que mensongère.

Dans la suite, le Gouvernement fut conduit à distraire de l'ensemble du projet de loi voté par le Sénat en Janvier 1919, un nouvel article, sur lequel il estimait que l'accord devait rapidement se faire : l'article 13 qui prévoyait la correctionnalisation de l'avortement. Etaient laissées volontairement de côté celles des dispositions (excuse absolutoire accordée à l'avortée dénonciatrice, déposition du médecin) qui auraient entraîné des discussions longues et le retour du projet de loi devant le Sénat. En fait, le vote de la Chambre fut rapidement acquis, et le Sénat ratifia sans discussion le texte qui lui était soumis : la loi nouvelle, qui modifiait l'article 317 du Code pénal, était promulguée le 27 Mars 1923.

CHAPITRE II

La loi du 27 Mars 1923

La loi du 27 Mars 1923 apparaît d'une part comme le complément de la loi sur la répression de la propagande anti-conceptionnelle et d'autre part comme une loi d'urgence dont le caractère incomplet et transitoire est apparu à ceux-là même qui l'ont proposée. A la fin de la discussion générale, le Ministre Paul Strauss s'exprimait en effet ainsi : « Assurément nous n'aurons pas achevé notre tâche longue, quand nous aurons adopté, conformément au vote unanime du Sénat, le projet sur la répression des avortements criminels. La loi qui a été détachée par la Chambre de l'ensemble du projet de loi antérieurement voté par le Sénat ne suffit pas à elle-même ; nous aurons à la compléter par la surveillance des maisons d'accouchement, par le relèvement de la profession de sage-femme, par une propagande persévérante et infatigable en faveur de la protection de l'enfance et de la maternité populaire ».

Pour se rendre compte des modifications que la loi du 27 mars 1923 apporte à la répression de l'avortement criminel, il est nécessaire de rapprocher l'un de l'autre le texte de l'article 317 d'avant 1923 et ce même texte, tel qu'il fut établi par la loi de 1923.

TEXTE DE L'ARTICLE 317

AVANT 1923

« Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

« La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aurait consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet si l'avortement s'en est suivi.

« Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine de travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu. »

TEXTE DE L'ARTICLE 317

APRÈS LA LOI DE 1923

« Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, *manœuvres*, violences ou par tout autre moyen aura procuré *ou tenté de procurer* l'avortement d'une femme enceinte soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni *d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000 fr.). Sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.), la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.*

« Les médecins, officiers de santé, *sages-femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, ainsi que les étudiants en médecine, les employés en pharmacie, herboristes, bandagistes, et marchands d'instruments de chirurgie* qui auront indiqué, *favorisé* ou pratiqué ces moyens, seront

condamnés aux peines prévues au paragraphe premier. *La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession pourront en outre être prononcées contre les coupables, conformément aux articles 25 et 26 de la loi du 30 Novembre 1892, lesquels, dans l'espèce, seront applicables aux pharmaciens et herboristes, ainsi qu'aux aspirants aux diplômes de ces deux professions.*

« Outre les peines mentionnées dans les trois paragraphes qui précèdent, les Tribunaux pourront prononcer pendant deux ans au moins, et dix ans au plus, l'interdiction de séjour déterminée par l'Article 19 de la loi du 27 Mai 1885. »

Comparant ces deux textes, M. le Professeur Mazel fait remarquer que les conditions juridiques nécessaires pour qu'il y ait crime (ou délit) d'avortement demeurent les mêmes. Elles sont au nombre de quatre :

- la grossesse de la femme ;
- un fait d'avortement ;
- la mise en œuvre de moyens artificiels ;
- une intention coupable.

1° *La grossesse de la femme.* — Le projet de loi voté par le Sénat le 28 janvier 1919 punissait quiconque avait procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte, ou « qu'il croyait enceinte ». Ces derniers termes ont été supprimés dans le texte définitif pour obtenir

un vote plus rapide. Leur maintien n'eut pas manqué de soulever au Palais-Bourbon une discussion sur la théorie du « crime impossible », laquelle conduit au raisonnement suivant : sans état de grossesse, pas d'avortement possible : cette tentative, dans le sens de l'article 2 du Code Pénal, « exige un commencement d'exécution et on ne peut concevoir un commencement d'exécution là où il ne peut y avoir exécution ».

Comme le dit M. Le Poittevin, il en résulte donc que lorsqu'il s'agit « non d'un avortement consommé, mais d'une tentative, il faut, à peine de nullité, constater expressément le fait de la grossesse de la femme ». Il est évident qu'il sera souvent difficile, impossible même d'administrer cette preuve, et que la répression de l'avortement criminel sera, par là, notablement entravée.

2° *Un fait d'avortement.* — La loi, sans doute, ne définit pas l'avortement, mais la jurisprudence et la doctrine en ont donné une définition bien nette : « expulsion prématurée et violemment provoquée du produit de la conception », à laquelle Tardieu ajoutait la précision suivante : « indépendamment de toute circonstance d'âge, de viabilité ou même de formation régulière de ce produit ».

Les dispositions anciennes ne précisaient pas si la tentative d'avortement était ou non punissable. Il n'était pas nécessaire que soit fournie cette précision puisque l'avortement était qualifié « crime » et que l'article 2 du Code Pénal dispose que « toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution...

est considérée comme le crime même ». La jurisprudence avait admis que cette tentative était punissable dans le cas d'avortement commis par un tiers, non dans celui où la femme s'était fait avorter elle-même. Les dispositions nouvelles ne laissent subsister aucun doute :

« Quiconque... aura procuré ou *tenté* de procurer l'avortement d'une femme enceinte ».

« Sera punie... la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet *si l'avortement s'en est suivi* ». Rien n'est donc changé à la jurisprudence ancienne.

3° *La mise en œuvre de moyens artificiels.* — Dans l'un et l'autre texte l'énumération de ces moyens est énonciative, non limitative. Si le texte de 1923 contient le mot « manœuvres » d'ailleurs très explicite, il maintient la formule « par tout autre moyen ».

« L'emploi de vêtements trop serrés, la danse, l'équitation, etc., s'ils avaient été utilisés avec l'intention bien arrêtée de provoquer l'avortement, seraient considérés, écrit Balthazard, comme moyens artificiels au même titre que les aliments, breuvages, médicaments, violences ».

4° *Une intention coupable.* — L'avortement consécutif à des coups portés à une femme enceinte dont l'état de grossesse n'était pas connu de l'agresseur, ne légitimerait des poursuites que pour coups et blessures. Pour le même motif, l'avortement médical ne saurait être poursuivi.

Parmi les différences des dispositions légales d'avant 1923 et de celles de 1923, la plus essentielle, comme l'expose le Professeur Mazel, réside dans ce fait que l'avortement provoqué, autrefois passible de peines criminelles et justiciable de la Cour d'Assises, devient un délit qui relève de la juridiction des Tribunaux correctionnels. La pénalité se trouvera donc abaissée : elle était autrefois de la réclusion ou des travaux forcés à temps ; elle devient, par la loi de 1923, de six mois à cinq ans de prison, et de cent à dix mille francs d'amende. Cette modification, alors qu'une répression plus énergique était recherchée, n'est paradoxale qu'en apparence. « La correctionnalisation de l'avortement criminel qui déférera aux magistrats les coupables et les complices, qui leur laissera la faculté de doser la peine, eu égard aux circonstances de la faute, rentre, déclare l'Académie de Médecine, dans le cadre d'une justice mieux entendue et plus humaine. Le juge punira plus souvent, parce qu'il punira avec une sévérité mesurée. La loi nouvelle sera opérante, parce que, appliquée, elle produira des effets salutaires ». Ce sera, déclare M. Isaac, « un délit qui sera puni au lieu d'être un crime qui sera impuni ».

L'interdiction de séjour, pendant deux ans au moins, et dix ans au plus, peut d'ailleurs être prononcée par le Tribunal, outre les peines d'emprisonnement et d'amende ».

Il existe entre les deux textes de l'article 317, celui antérieur à 1923 et celui postérieur à cette date, d'autres différences. Autrefois l'avorteur et l'avortée étaient

passibles de la même peine. Depuis la loi du 27 Mars 1923, la peine de prison est, pour le premier, d'un an à cinq ans, l'amende de 500 à 10.000 fr. ; pour la seconde, la peine de prison ne peut être supérieure à deux ans, et peut être abaissée à six mois ; l'amende varie de 100 à 2.000 fr. En dehors de toute considération de sentiment, cette distinction se justifie aisément : l'avorteur, l'avorteuse, sont trop souvent des professionnels, qui n'en sont pas à leur coup d'essai, lorsqu'ils ont maille à partir pour la première fois avec la justice. Ils vivent et s'enrichissent même de leurs criminelles manœuvres, et le Code Allemand retient avec raison, comme circonstance aggravante, le fait que l'avortement a été payé.

Une peine plus lourde était encourue autrefois par les coupables, lorsque la qualité de ceux-ci constituait une circonstance aggravante du crime. « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens » étaient passibles de la peine des travaux forcés. Le texte de la loi de 1923 conserve ce principe, mais en modifie l'application.

Tout d'abord, il précise à quelle catégorie de personnes une peine majorée pourra être appliquée. La jurisprudence ancienne avait admis que les sages-femmes se trouvaient comprises dans l'appellation « et autres officiers de santé ». Mais la question était discutée de savoir si les herboristes étaient ainsi visés. Le paragraphe 3 de la loi nouvelle ne laisse subsister aucun doute : il cite explicitement : « les médecins, officiers de santé, sages-femmes, chirurgiens-dentistes,

ainsi que les étudiants en médecine, les étudiants ou employés en pharmacie, herboristes, bandagistes et marchands d'instruments de chirurgie ».

Pour cette catégorie de personnes, à la fois plus coupables et plus dangereuses à cause de leurs connaissances et de la nature de leur profession, la peine d'emprisonnement, prévue au paragraphe 1 contre l'avorteur en général, ne pouvait être rendue plus sévère puisqu'elle atteignait déjà le maximum fixé pour une peine correctionnelle.

Le médecin coupable d'un avortement est donc passible, comme tout avorteur, d'une peine de un à cinq ans d'emprisonnement et de 500 à 10.000 fr. d'amende. L'interdiction de séjour peut également être prononcée contre lui. Mais le Tribunal a en outre la possibilité de lui appliquer une peine complémentaire, d'ordre professionnel : la suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de la profession.

S'agit-il d'un étudiant, les « aspirants ou aspirantes au diplôme de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste, de sage-femme, de pharmacien ou d'herboriste, peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur. Mais cette exclusion n'est pas prononcée par le Tribunal. L'article 24 du paragraphe 4 de la loi du 30 Novembre 1922, auquel se réfère l'article 317, porte cet effet : « la peine de l'exclusion sera prononcée dans les circonstances prévues par la loi du 27 février 1880 ». Aux termes de cette loi, c'est le Conseil Académique, sauf recours au Conseil Supé-

rieur de l'Instruction Publique, qui prononce l'exclusion.

Enfin, tandis que l'aggravation de la peine était infligée autrefois aux médecins, pharmaciens et autres officiers de santé, seulement dans les cas où l'avortement avait été pratiqué ou tenté, il suffit, d'après le texte de 1923, pour que le délit existe, nettement caractérisé, que la personne visée ait « *indiqué, favorisé ou pratiqué* » un moyen abortif.

Il n'est pas besoin de souligner combien pouvait être lourde l'application de cette peine professionnelle, application d'ailleurs facultative et non pas obligatoire.

CHAPITRE III

Lutte contre l'avortement criminel de la loi du 27 Mars 1923 au décret du 29 Juillet 1939

Que pouvait-on attendre de la correctionnalisation de l'avortement, réalisée par la loi du 27 Mars 1923. Commentant cette loi moins de 16 mois après sa mise en application, M. le D^r Mazel émettait déjà un doute sur l'efficacité de ces nouvelles dispositions. « Je crains, écrivait-il, pour des raisons médicales d'abord, générales ensuite, que le nouveau mode de répression ne remédie que bien faiblement à l'avortement criminel ».

Et de fait, les résultats furent décevants. Dans son rapport à la Société de Médecine Légale, à la séance du 13 février 1919, M. le Professeur Mazel disait : « Depuis le 27 Mars 1923, aucune modification n'a été apportée à la loi nouvelle. Le recul est suffisant pour que l'on puisse utilement rechercher quels résultats ont été obte-

nus par son application : ces résultats sont nuls ou pratiquement négligeables ».

Nous montrerons l'inefficacité de cette loi et nous en chercherons les raisons.

L'inefficacité de la loi du 27 Mars 1923 ressort nettement de deux constatations : le petit nombre d'affaires instruites ; l'augmentation toujours croissante du nombre des avortements.

Le petit nombre d'affaires instruites ? Il suffit de se reporter aux statistiques pour les années 1931, 1933 et 1934 par exemple.

En 1931, 163 affaires seulement sont soumises au jugement des magistrats correctionnels.

En 1933, ce chiffre est encore moindre : 158 affaires.

En 1934, ce nombre n'est plus que de 143.

Soit environ 150 affaires pour un nombre d'avortements de plusieurs centaines de mille.

L'augmentation croissante du nombre des avortements ? A vrai dire, ce nombre ne peut être exactement précisé pour deux raisons :

Tout d'abord il est souvent difficile à un médecin s'il n'a pas l'aveu de l'intéressé, d'affirmer qu'un avortement a été ou non provoqué. Sans doute les interventions criminelles se faisant d'ordinaire dans les tout premiers mois de la grossesse, les avortements survenus au-delà du 3^e ou du 4^e mois, ont bien des chances d'être pathologiques, mais ce n'est pas toujours vrai, car on voit des femmes affolées, qui se font avorter après quatre mois.

En second lieu, parce que rares sont les femmes avortées qui vont consulter un médecin. Si l'opération a été

bien faite, elle n'aura aucune suite immédiate. Si la femme a besoin de quelques soins, elle retournera chez l'avorteuse. Ce n'est qu'au cas, et ils sont de plus en plus rares, où survient une complication immédiate sérieuse, qu'elle ira trouver un médecin ou se fera hospitaliser.

Les suites des avortements provoqués sont plus souvent soignées dans des cliniques privées ou à domicile, et le nombre en est inconnu. Dans un rapport présenté à la réunion du Comité d'Etudes de la Section lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la dépopulation, M. le Professeur Agrégé Rhenter faisait les réflexions suivantes :

Seules viennent en principe, dans les services obstétricaux, les femmes qui présentent quelque complication.

Autrefois, selon l'opinion générale des médecins légistes, il était classique de considérer le nombre des avortements comme à peu près égal à celui des accouchements. Certaines constatations actuelles — celle par exemple du nombre plutôt croissant des malades hospitalisées alors que la technique et les résultats des « professionnels » vont, si l'on peut dire, en se perfectionnant — certaines enquêtes et certains recoupements permettent, hélas ! d'affirmer que le nombre des avortements doit maintenant l'emporter sensiblement.

En effet, cela se comprend. Le nombre des naissances a diminué tandis que l'avortement augmente pour plusieurs raisons :

Il se fait au début de la grossesse et non plus au 6^e ou 7^e mois ;

Il est plus facile et plus perfectionné car les sages-

femmes sont plus instruites ; d'autre part étant plus nombreuses, elles vivent plus mal ;

Les adresses se lisent en 4^e page des journaux ; de plus, les femmes dans les usines se disent les adresses ; enfin, sous prétexte de représentations commerciales, vente de trousseaux, de dentelles, etc., ou de location d'appartements, des rabatteuses passent dans les logements, surtout dans les groupes d'H.B.M. et, dans le cours de la conversation, donnent aux femmes enceintes des adresses d'avorteurs et d'avorteuses professionnels.

A Saint-Fons, agglomération ouvrière de la banlieue lyonnaise, une avorteuse demandait 900 francs à ses clientes, puis remboursait 100 fr. pour chacune des femmes qui lui étaient ultérieurement envoyées.

M. le Professeur Voron à l'hôpital Edouard Herriot, à Lyon, a pu, entre 1933 et 1938, réunir 2.225 observations d'avortements. Avouée dans 20 % des cas, la provocation fut cliniquement probable dans 58 % des autres cas, la spontanéité ne pouvant guère être affirmée que dans 9 %.

En dix ans, tant à la Charité qu'à l'Hôtel-Dieu à Lyon, le Professeur Agrégé Trillat a pu réunir 5.600 observations d'avortements. Il estime que dans au moins 90 % des cas, il s'est agi d'avortements provoqués.

Les avortements criminels, dont aucun milieu social n'est indemne, arrivent dans certains quartiers de grandes villes, à être trois fois plus nombreux que les naissances ; le chiffre de 400.000 avortements annuels

pour l'ensemble du pays est certainement inférieur à la réalité.

N'a-t-on pas arrêté récemment, dans une petite ville du département de la Loire, une faiseuse d'anges qui s'est vantée, d'avoir pratiqué au moins 3.000 avortements au cours de sa « carrière » ! On sait que Mandor évalue à un million le nombre des avortements volontaires, qui sont, chez nous, perpétrés chaque année.

Il semble bien, comme le disait récemment M. le Professeur Agrégé Rhenter, dans un rapport présenté au Comité d'Etudes de la Section lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la dépopulation, qu'en chiffrant les avortements à un nombre égal à celui des naissances, on soit trop vraisemblablement bien au-dessous de la vérité.

On est ainsi amené à considérer le chiffre de 600.000 avortements comme un minimum.

Examinons donc les raisons de l'inefficacité de la loi du 27 Mars 1923. Les poursuites et les condamnations sont si rares en matière d'avortement criminel parce qu'il est peu de délits dont la preuve soit plus difficile. Si la femme est décédée, il faut d'abord prouver sa grossesse ; l'autopsie le permet souvent par la constatation d'un utérus volumineux ou débris placentaires. Il faut en second lieu prouver les manœuvres. Une lésion des organes, une déchirure du col le permettront. Enfin, et c'est là le plus difficile, il faut découvrir l'avorteur et l'avorteuse et faire la preuve de sa culpabilité.

Si la femme est vivante, la tâche du médecin-légiste est encore plus délicate. Généralement, il arrive trop tard. La dénonciation, l'enquête de police, l'arrivée du méde-

cin, demandent quelques jours. Il faut prouver d'abord que la femme était enceinte. Impossible de recourir aux méthodes classiques de laboratoire, car les hormones disparaissent 36 heures après un avortement. Difficulté du diagnostic aussi : celui-ci n'est possible que dans de courts délais après l'avortement. Encore est-il alors difficile, des lésions inflammatoires et des lésions mécaniques occasionnées par le passage du fœtus ou par une intervention chirurgicale post-abortum, pouvant se superposer à celles provoquées par les manœuvres abortives. Enfin, ces dernières se pratiquant de plus en plus tôt, la découverte de l'embryon devient impossible. La très grande majorité des avortements criminels reste donc impunie car elle demeure méconnue de la justice. Et il ne peut en être autrement :

L'interruption de la gestation est provoquée actuellement à la période du début, dès que l'arrêt des règles permet de soupçonner qu'il y a grossesse, à l'ordinaire au cours du 2^e mois, plus rarement au 3^e.

L'opération est conduite par de véritables spécialistes et n'entraîne pas, ordinairement, de suites graves, au moins immédiates. Dans ces conditions, la très grande majorité des avortements n'est connue que de l'avortée, de son entourage immédiat et de l'avorteur. Or, tous ont intérêt à se taire.

Quels sont donc les faits d'avortement dont la justice est informée ?

Tout d'abord ceux, relativement rares, que compliquent des accidents aigus ou suraigus mortels. La victime est alors transportée dans un service hospitalier

de chirurgie, de gynécologie ou d'obstétrique. Elle y succombe. Le chef de service refuse de signer le certificat de décès, une enquête est faite et l'autopsie est pratiquée. Il est alors possible, non pas à la vérité dans tous les cas, de rattacher à sa véritable cause la péritonite mortelle, et d'apporter la preuve de la nature criminelle de l'avortement.

La justice peut également être informée d'un avortement par dénonciation, le plus souvent anonyme. Le fait n'est pas très fréquent. Et rarement aussi dans ces cas, l'enquête ou l'examen médico-légal, à l'ordinaire tardivement pratiqué, apporte la preuve des éléments constitutifs du délit, notamment de l'état de grossesse et de la mise en œuvre de moyens artificiels.

« En somme, actuellement encore, disait il y a quelques années M. le Professeur Mazel, les avortements connus de la justice sont peu nombreux, et bon nombre d'entre eux n'entraînent pas une condamnation, malgré la correctionnalisation, *car la loi fournit le moyen de poursuivre, non celui de prouver ou de connaître* ».

Le même auteur ajoutait : « Lutter contre l'avortement est pour notre pays une nécessité urgente. La répression fait assurément partie des moyens de lutte. L'on ne saurait dès lors s'arrêter à la demi-mesure qu'est la loi du 27 Mars 1923. Des dispositions légales plus complètes, celles-là même qu'avait préconisées la Société de Médecine Légale et qu'avait votées le Sénat doivent être mises en vigueur ».

Au cours des dernières années, le problème de l'avortement criminel allait être repris et les conclusions de

cette étude allaient inspirer le décret du 29 juillet 1939, d'une importance capitale.

Le premier obstacle auquel se heurte la justice dans la poursuite du délit d'avortement est, personne ne l'ignore, le secret professionnel. Il n'est donc pas surprenant que, dans toutes les discussions, cette question ait occupé le premier plan. Il ne peut être question, et personne ne l'a jamais demandé, qu'un médecin dénonce sa cliente. Ce serait une violation coupable du secret professionnel. Mais, lorsque la justice est saisie, la loi ne pourrait-elle, ainsi que le font un grand nombre des lois étrangères, en Belgique, en Angleterre, en Espagne, en Hongrie, en Italie, autoriser le médecin à parler quand il est cité comme témoin, si bien entendu, il estime pouvoir le faire sans nuire à sa cliente et manquer au secret ? C'est la thèse qu'ont soutenue bon nombre de juristes, comme le doyen Berthélemy, des magistrats, comme M. Morizot-Thibault, à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, des médecins, comme les Docteurs Pinard et Richet, à l'Académie de Médecine (1917), et, plus récemment, le Dr Balthazard devant la même Académie. L'on ne saurait assimiler le cas du médecin, qui, sans motif, révèle à un tiers, un secret recueilli dans l'exercice de sa profession, et celui du médecin qui, interrogé par la justice lui doit la vérité, dans la mesure où il peut parler, sans trahir le secret professionnel. C'est une erreur de confondre, dit M. le Professeur Mazel, et de lier indivisiblement, comme l'a admis la jurisprudence, ou une certaine jurisprudence, le secret professionnel délit et la dispense de témoigner en jus-

tice, et d'assimiler la dispense du témoignage à l'interdiction de témoigner...

« ... Des deux formules proposées pour délier le médecin de la règle du secret professionnel, celle envisagée par le Sénat qui comportait une dénonciation obligatoire, celle préconisée par la Société de Médecine Légale qui réclamait une déclaration facultative : « le médecin cité en Justice, toujours dispensé de témoigner quand sa conscience le lui interdit, demeure libre de fournir son témoignage à la justice répressive sans s'exposer à aucune peine », la seconde est assurément la seule qui soit compatible avec la dignité et les habitudes du corps médical français... »

« ... Je considère, disait le P^r Bar, que je suis lié par le secret qui m'est confié à titre de médecin, c'est-à-dire par ce que je constate au cours d'une opération, par ce que me montre le hasard d'un mot, d'un regard, tout cela, oui, tout cela, c'est le secret ».

« Dans ces conditions, écrit M. le P^r Mazel, la restriction du secret professionnel en matière d'avortement, ou plutôt, car cette formule est fallacieuse et risque de prêter à équivoque, la liberté de déposition laissée au médecin comporte, comme condition préalable presque nécessaire, l'excuse absolutoire accordée à la femme qui avoue et qui fait connaître l'auteur de l'avortement. Sans doute, cette disposition qui absout une coupable peut être critiquée du point de vue de la morale pure, mais nous sommes ici sur le terrain pratique, en face d'une nécessité urgente, il faut aboutir ».

D'autres auteurs vont plus loin, disant que le médecin n'est lié par le secret professionnel que dans la mesure requise par la fin en vue de laquelle ce secret est établi. « Si le médecin peut parler sans compromettre ses clientes, il a le droit, et lorsqu'il s'agit des graves intérêts qui sont ici en cause, il a le devoir de le faire ».

M. Maurice Gand, au terme d'un rapport sur les avortements criminels dans le département du Nord, rapport paru dans le numéro de Novembre 1938 du « Journal d'Obstétrique et de Gynécologie pratiques » proposait les vœux suivants :

« La Commission émet le vœu :

1° Que le médecin cité comme témoin soit autorisé à déposer, quand son client le lui permet, et, s'il s'agit d'une femme avortée, lorsque celle-ci est décédée ;

2° Que les médecins, sans découvrir leurs clientes, signalent à la police les noms des avorteurs et avorteuses dont ils ont connaissance ;

3° Que la déclaration des fœtus et des embryons soit imposée aux personnes désignées dans l'article 56 du Code civil ;

4° Qu'une excuse absolutoire soit accordée à la femme avortée ayant dénoncé l'auteur de l'avortement, lorsque cette dénonciation sera reconnue fondée ;

5° Que la loi réprime les manœuvres abortives commises sur une femme que l'auteur de ces manœuvres croyait enceinte ;

6° Que le projet Couvelaire réformant le régime des sages-femmes soit voté sans retard ;

7° Que la presse, et notamment la presse médicale, fassent connaître au public, les résultats de l'expérience russe et les ravages causés, à plus ou moins longue échéance, dans la santé des femmes par l'avortement ;

8° Que tous ceux qui ont mission d'élever la jeunesse lui fassent comprendre que l'avortement, supprimant une vie humaine, est un meurtre ; que ce même enseignement soit donné aux époux, et que soient rappelés à tous, les préceptes de la morale conjugale ;

9° Que les allocations familiales suffisantes assurent aux chefs de famille les moyens matériels d'élever leurs enfants ;

10° Que des mesures soient prises pour faire connaître davantage les maisons maternelles, accueillant les filles-mères, et que soient accordés à celles-ci des secours leur permettant d'élever leurs enfants ».

La Commission désignée par la Société de Médecine Légale, à sa réunion du 13 Mars 1939, en vue d'étudier les questions concernant l'avortement et la dénatalité, commission composée de MM. Leredu, Brindeau, Hugueney, Rist, Mazel, Piedelièvre et Desplas, réclama pour augmenter la natalité :

« la répression des avortements ;

« l'attribution d'avantages économiques aux familles nombreuses ;

« l'enfant ne devant plus être considéré comme

une charge intolérable, mais bien comme un prétexte d'avantages matériels importants. »

L'attribution d'avantages d'ordre économique, d'allocations aux familles nombreuses était justifiée par un fait du plus haut intérêt : l'avortement provoqué est actuellement beaucoup plus fréquent chez les femmes mariées que chez les filles-mères.

La statistique de M. Gonnet à l'époque où celui-ci dirigeait l'Infirmierie de la Maternité de l'Hôtel-Dieu de Lyon, indique que le plus grand nombre des avortements est observé chez des femmes mariées et ayant déjà eu des enfants, dans la proportion de 220 cas contre 11 chez des femmes non mariées.

M. le Professeur Agrégé Rhenter, dans son rapport à la réunion du 24 Octobre 1938 de la Section Lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la dépopulation, attire l'attention des membres du Comité sur deux points spéciaux :

a) On constate en premier lieu que les multigestes sont plus souvent en cause que les primigestes. Sur 388 observations prises au hasard et étudiées dans le détail, il s'est agi 330 fois de femmes ayant déjà eu des enfants, et dont 74 en comptaient au moins cinq ; plus de la moitié d'entre elles avaient déjà subi un ou plusieurs avortements.

b) En second lieu, et contrairement aux prévisions, le nombre des femmes mariées l'emporte considérablement sur celui des célibataires : pour le même nombre de 388 femmes, 17 seulement n'étaient pas mariées. Compte

tenu d'un recrutement peut-être un peu particulier dans le service étudié il apparaît en tout cas que l'on se trouve fort loin de la notion trop répandue, et trop facilement sentimentale, de l'avortement représentant surtout la suprême ressource de la femme non-mariée, de la « fille-mère » comme on était fâcheusement accoutumé de dire autrefois.

Ces résultats se trouvent confirmés par les renseignements fournis par MM. les Professeurs Voron et Trillat. C'est ainsi que pour deux années prises au hasard dans le service de M. Trillat, service dont le recrutement était moins sélectionné que celui de M. Rhenter au point de vue des femmes mariées, la proportion de celles-ci reste de 1157 contre 203 célibataires ; parmi ces femmes mariées, une importante proportion est déjà mère d'un et plus souvent deux enfants, et qu'ainsi il semble que ce soit surtout la charge du 3^e enfant qui soit redoutée.

L'avortement criminel s'explique donc en bonne partie par des facteurs économiques.

La Commission pour l'étude des moyens de lutter contre la dénatalité résumait bien la question lorsqu'elle faisait les réflexions suivantes : l'avortement sévit dans toutes les classes de la société, chez les filles comme chez les femmes mariées qui supportent deux enfants, mais se font avorter quand il s'agit du 3^e ; la propagande malthusienne est tolérée, et un trop grand nombre de journaux à diffusion considérable font une publicité non réprimée en donnant en 4^e page des indications non équivoques du service qui peut être rendu à l'adresse indiquée ; l'acquisition facile, tolérée quoique illégale, du matériel instrumental nécessaire ; l'exis-

tence d'un trop grand nombre de techniciens spécialisés qui ne sont pas sans compétence ; l'impunité de très nombreuses maisons, dites de gynécologie ou d'accouchement, qui sont, en réalité, des officines organisées pour la pratique des avortements ; le nombre infime des poursuites judiciaires ; la possibilité d'obtenir, sans ordonnance médicale, des analyses biologiques quant à la possibilité d'une grossesse.

Cette même Commission pour l'étude des moyens de lutter contre la dénatalité estima que l'organisation en vigueur devait être modifiée et complétée par des dispositions de l'ordre suivant :

1° Surveillance effective de toutes les maisons d'accouchement spécialisées, cliniques diverses, en particulier cliniques gynécologiques, et de toutes institutions privées, dirigées tant par des médecins que par des sages-femmes, qui hospitalisent ou n'hospitalisent pas des femmes enceintes ;

2° Excuse absolutoire accordée à l'avortée qui dénonce l'auteur de l'avortement ;

3° En corrélation nécessaire, stipulation que les peines de l'article 378 du Code pénal ne sauraient s'appliquer aux médecins, pharmaciens, sages-femmes, qui déclareraient à l'autorité les avortements, par eux jugés criminels.

4° Instructions données aux chefs de service des hôpitaux publics ou privés, pour que soient immédiatement signalés à la mairie du lieu de l'hôpital :

a) Les décès survenus dans les services de gynécologie, d'accouchements ou de chirurgie à la suite d'avor-

tements, afin de permettre au médecin de l'état-civil de se rendre en temps utile à l'hôpital pour y procéder à la constatation du décès.

b) Les naissances survenues avant terme, sans qu'il y ait décès de la mère, pour permettre l'examen par le médecin de l'état-civil des fœtus ou embryons.

5° Interdiction, pour toute personne autre que les pharmaciens, de la vente ou de la distribution de médicaments, substances et instruments susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement, désignés par un règlement d'administration publique, étant spécifié que la vente de ces mêmes objets par les pharmaciens ne pourra avoir lieu que sur prescription médicale, et après justification d'identité de l'acquéreur, consignée sur un registre indiquant l'état-civil, les produits et instruments vendus, ainsi que l'adresse et le nom du médecin ayant fait l'ordonnance.

6° Les recherches biologiques sur la grossesse ne pourront être faites dans les laboratoires spécialisés que sur ordonnance médicale, la réponse du laboratoire ne devant être envoyée qu'au médecin. Ces recherches, leur résultat, le nom et l'adresse du médecin qui les aura demandées, seront consignés sur un registre spécial.

7° Interdiction absolue de toute publicité, faite dans les journaux spéciaux, pour affections gynécologiques ou grossesses ou accouchements (retard de règles, etc...)

8° Facilités de tout ordre permettant aux grossesses clandestines d'être menées à terme, notamment en assurant le secret absolu de l'accouchement à l'aide d'institu-

tions analogues à la Maison des mères, créée à Lyon par Monsieur le Président Herriot.

9° Droit, en matière d'avortement, de citation directe et de se constituer partie civile accordé aux syndicats médicaux, aux administrations d'assistance publique, aux établissements et sociétés reconnues d'utilité publique, ayant pour objet le relèvement de la population et de la moralité.

10° Modification du régime familial :

a) Pour les assujettis à l'impôt général sur le revenu :
ménage à deux enfants, taxation actuelle sans réduction, surtaxe progressive pour le ménage à un enfant, le ménage sans enfant, le célibataire ; pour les ménages à 3, 4, 5 enfants, dégrèvement progressif, total pour le 6^e enfant ; pour le 7^e et pour les suivants, prime rente annuelle, calculée en tenant compte des moyennes des prix ;

b) Pour les salariés :

le salaire moyen sera celui d'un ménage ayant 2 enfants ; une prime rente annuelle pour le 3^e et chacun des suivants sera envisagée avec une progression comparable à celle indiquée au paragraphe précédent.

Pour les ménages à un enfant, sans enfant, et pour les célibataires, réduction de l'abattement à la base, pour aboutir, pour les célibataires, à une réduction totale de celui-ci.

Les avantages accordés aux familles ayant plus de 2 enfants cesseront, pour chaque enfant, à partir de 21 ans, ou avant, si, avant cet âge, l'enfant a une occupation rémunérée.

Mais, les dégrèvements partiels ou totaux, à titre impôt général sur le revenu, et les primes rentes accordées aux parents qui auront élevé un minimum de 6 enfants, leur seront maintenus lorsque les enfants élevés ne seront plus à leur charge.

En ce qui concerne les familles ayant eu 2 enfants ou plus, les dégrèvements ou les primes rentes seront ramenés, lorsqu'elles n'auront plus d'enfants à leur charge, aux sommes prévues pour les familles ayant 2 enfants à charge.

Mais nous voulons insister sur les travaux poursuivis depuis Octobre 1938 par la Section Lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la Dépopulation, travaux dont nous avons déjà fait état ci-dessus à maintes reprises. Il n'est pas douteux que le Décret-loi du 29 Juillet 1939 s'en est largement inspiré.

Sous la présidence de M. Camille Riboud, la Section Lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la Dépopulation s'est préoccupée au cours de diverses séances, tenues les 24 Octobre et 12 Décembre 1938, les 23 Janvier, 3 et 12 Février, 17 et 22 Mars 1939, du problème de l'avortement criminel. Qu'il nous soit permis de reproduire textuellement le compte-rendu de ces travaux.

Des différents rapports présentés au cours de ces réunions et des échanges de vue qui les ont suivis, se sont dégagées les notions générales suivantes :

— la lutte contre l'avortement criminel est plus que jamais indispensable ;

— elle comporte une série de mesures dont les plus importantes, d'ordre moral et d'ordre économique, doivent poursuivre un but prophylactique :

Action éducative ;

Relèvement de la moralité publique ;

Péréquation des charges familiales permettant aux parents d'élever une famille nombreuse, sans être contraints à un niveau d'existence très inférieur à celui d'un ménage sans enfant, ou à enfant unique ;

Facilités de tous ordres permettant aux grossesses, même clandestines, d'être menées à leur terme (notamment en assurant le secret absolu de l'accouchement à l'aide d'institutions analogues à la Maison des Mères, créée à Lyon par M. le Président Herriot).

— Mais une place doit être faite à la répression dont les effets sont susceptibles de se manifester d'une façon très rapide comme en témoigne l'exemple de l'Allemagne et celui de Vienne, au lendemain de l'Anschluss (M. Burgdörfer, directeur au service de statistiques du Reich, écrit en 1937 : « La Caisse Maladies de Berlin avait compté, en 1929, pour 5.900 naissances normales, 6.100 avortements, soit 103 % ; dans ces derniers temps, à la même Caisse, on a eu 15 avortements pour 100 naissances »).

Or, M. le Président du Conseil écrivait dans son rapport au Président de la République introduisant le Décret-Loi du 12 Novembre 1938 : « La situation actuelle peut-être caractérisée d'une manière simple mais frappante par le fait que les générations actuelles

n'assurent leur remplacement qu'à concurrence de 87 %, de sorte que l'équilibre démographique réel exigerait un accroissement de 90.000 naissances. »

Une diminution de 15 % des avortements criminels assurerait presque certainement un accroissement supérieur à ce chiffre. Des mesures législatives très simples et une politique de répression énergique, mais pondérée, semblent permettre d'atteindre ce résultat dans un délai de quelques mois.

— L'action répressive doit s'exercer d'abord et surtout contre l'avorteur et l'avorteuse. Il est évident que si des circonstances atténuantes peuvent, sur le plan moral, jouer parfois pour l'avortée, elles ne sauraient, dans aucun cas, être invoquées en faveur de ses complices.

— Une surveillance étroite des établissements privés d'accouchement constitue la disposition fondamentale de la lutte contre l'avorteur professionnel.

A sa séance du 13 février 1939, la Société de Médecine Légale adoptait à l'unanimité le vœu suivant, sur proposition de M. le Professeur Mazel :

« Considérant la gravité croissante du problème de la dépopulation française et l'urgence de sa solution ;

Considérant que parmi les causes de la dépopulation, l'avortement volontairement provoqué tient une place importante ;

Qu'en effet, malgré l'impossibilité de réunir sur ce point une statistique précise, il est très généralement

admis que le nombre des avortements criminels, en augmentation croissante, atteint et vraisemblablement dépasse, à l'heure actuelle, du moins dans les grandes villes, le nombre de naissances ;

Considérant que si les causes profondes de ce mal sont les unes morales et sociales, les autres économiques, de telle sorte que les remèdes préventifs sont essentiellement eux-mêmes d'ordre moral, social et économique, des mesures répressives et appropriées peuvent toutefois restreindre la fréquence des avortements criminels et provoquer un relèvement immédiat de la natalité ;

Considérant que celles qui ont été mises en œuvre jusqu'à présent ont fait la preuve évidente de leur insuffisance ;

Que la loi du 27 Mars 1923 n'a pas apporté les moyens de connaître les faits d'avortements provoqués et de prouver leur caractère coupable ; qu'une impunité presque complète demeure ainsi assurée aux avorteurs et aux faiseuses d'anges ;

Considérant que la libération de la règle du secret professionnel en faveur du médecin est pour la justice la condition nécessaire de la connaissance du crime d'avortement, celle presque nécessaire de sa preuve juridique, et par conséquent de sa punition ;

Considérant que cette libération comporte comme contre-partie indispensable l'excuse absolutoire accordée à l'avortée dénonciatrice ;

Considérant que la surveillance effective des maisons d'accouchement et l'obligation de déclarer aux mairies

tous les cas de mortinatalité, quel que soit l'âge du produit de conception, accentueraient la menace que feraient peser sur l'avorteur la surveillance des maisons d'accouchement, l'excuse absolutoire et la libération du secret.

Les membres de la Société de Médecine Légale de France ;

S'inspirant du vœu adopté par la Société dès 1917, époque à laquelle le danger de l'avortement n'avait pas sa gravité actuelle ;

Estiment que la loi du 27 Mars 1923 sur l'avortement criminel doit être complétée par les dispositions suivantes :

1° Observation exacte de l'obligation de déclarer aux mairies non seulement les cas de mortinatalité à terme ou pendant la période de viabilité, mais encore l'expulsion des fœtus non viables et des embryons ;

2° Surveillance effective des maisons d'accouchement ;

3° Excuse absolutoire accordée à l'avortée qui dénonce l'auteur de l'avortement ;

4° Stipulation par la loi que le médecin cité en justice toujours dispensé de témoigner quand sa conscience le lui interdit, demeure libre de fournir son témoignage à la justice répressive sans s'exposer à aucune peine. »

Les travaux de la Section Lyonnaise aboutirent à la rédaction d'un vœu adopté à l'unanimité, le 22 Mars 1939, et justifié par les mêmes considérants que ceux précédant le vœu adopté par la Société de Médecine Légale.

Par ce vœu, les membres de la Section Lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la Dépopulation :

« Estiment que la législation en vigueur doit être modifiée et complétée par les dispositions suivantes :

1° Surveillance effective des maisons d'accouchement ;

2° Excuse absolutoire accordée à l'avortée qui dénonce l'auteur de l'avortement ;

3° En corrélation nécessaire, stipulation que les peines de l'article 378 du Code pénal ne sauraient s'appliquer aux médecins, pharmaciens et sages-femmes qui déclareraient à l'autorité les avortements par eux jugés criminels ;

4° Interdiction, pour toutes personnes autres que les pharmaciens, de la vente ou de la distribution des médicaments, substances et instruments susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement, désignés par un règlement d'administration publique, étant spécifié que la vente de ces mêmes objets par les pharmaciens ne pourra avoir lieu que sur prescription médicale ;

5° Droit, en matière d'avortement criminel, de citation directe et de se constituer partie civile accordé aux syndicats médicaux, aux administrations d'assistance publique, aux établissements et associations reconnus d'utilité publique, ayant pour objet le relèvement de la population et de la moralité. »

A sa séance du 20 Avril 1939, la Chambre de Commerce de Lyon déclarait faire sien le vœu adopté par la Section Lyonnaise.

Le Conseil Général du Rhône dans une séance du 21 Avril 1939, puis le Conseil municipal du Rhône faisaient également leurs conclusions que les travaux de la Section Lyonnaise avaient permis de dégager, et par courrier en date du 26 Juin 1939, M. le Préfet Bollaërt adressait à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre de la Santé Publique, l'extrait du Procès-Verbal de cette réunion ainsi que le vœu émis par le Conseil Municipal de Lyon et le rapport du Comité d'Etudes Démographiques de la Section Lyonnaise.

Mais la Section Lyonnaise a cru pouvoir aller plus avant et compléter ce vœu par la rédaction d'un texte très précis montrant comment les mesures préconisées pourraient prendre place dans la législation actuelle. Ce texte divisé en un certain nombre d'articles a été établi par M. le Doyen Garraud, avec la collaboration d'une Commission de rédaction comprenant M. le Procureur général Sennebier, M. Astier, Procureur de la République, MM. les Docteurs Mazel et Robin.

En raison de l'importance de ce texte — nous verrons plus loin en étudiant la législation actuelle en matière d'avortement criminel que le décret du 29 Juillet 1939 s'en est largement inspiré — nous avons cru devoir le reproduire ici in extenso. Le projet contient deux séries bien distinctes de dispositions : les articles 1 à 7 réglementent de manière autonome le problème de la surveillance des Maisons privées d'accouchement ; aucune modification ne serait apportée au fonctionnement des établissements publics, ou reconnus d'utilité publique, dans lesquels le secret de l'accouchement pourrait être entièrement observé ; les autres articles modifient ou

complètent directement ou indirectement, en vue de réaliser les autres réformes préconisées dans le vœu, des textes du Code pénal (art. 317, avortement ; art. 378, secret professionnel), ou de la loi du 31 Juillet 1920.

PROJET DE TEXTE COMPLÉTANT LA LÉGISLATION PRÉVENTIVE
ET RÉPRESSIVE EN MATIÈRE D'AVORTEMENT, DE PRO-
VOCATION A L'AVORTEMENT ET DE PROPAGANDE ANTI-
CONCEPTIONNELLE.

Article 1^{er}. — Toute condamnation correctionnelle pour délits prévus par les art. 317 et 334 du Code pénal, et par la loi du 31 Juillet 1920, emporte, de plein droit, l'interdiction d'exercer aucune fonction, et de remplir aucun emploi à quelque titre que ce soit, dans les cliniques d'accouchement, et tous établissements privés recevant, à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse.

Toute condamnation pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus spécifiées, entraînera la même incapacité.

Article 2. — En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour une infraction constituant, d'après la loi française, un des délits spécifiés à l'article précédent, le tribunal correctionnel du domicile de l'individu dont il s'agit déclare, à la requête du ministère public, l'intéressé dûment appelé en la Chambre du conseil, qu'il y a lieu à l'application de la susdite interdiction.

Article 3. — Quiconque contrevient à l'interdiction prononcée par les deux articles précédents sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 francs et de 10.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 4. — Nul ne peut ouvrir ou diriger une clinique ou maison d'accouchement, ou un établissement privé, recevant, à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse, sans avoir obtenu l'autorisation préalable du préfet de police, dans le département de la Seine, du Préfet dans les départements et l'approbation de ses règlements et tarifs.

L'Inspecteur Départemental d'Hygiène inspectera les locaux, vérifiera les registres réglementaires, et constatera l'observation des conditions auxquelles l'autorisation aura été subordonnée.

Toute personne qui exerce sans autorisation l'une des professions ci-dessus spécifiées, ou qui néglige de se conformer aux conditions de l'autorisation ou aux prescriptions du règlement, est punie d'une amende de 16 à 100 francs ; en cas de récidive dans les trois ans, une peine d'emprisonnement de six jours à six mois peut être prononcée. Le tout sans préjudice des peines plus fortes encourues, en cas de crimes et délits prévus par les art. 317, 345 à 351 du Code pénal, et par la loi du 31 Juillet 1920.

Article 5. — Toute personne qui, aux termes des articles précédents est apte et autorisée à ouvrir ou diriger une clinique ou maison d'accouchement, ou tout autre

établissement privé recevant, à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse, est tenue :

1° De communiquer à la Préfecture (Service de l'Inspection Départementale d'Hygiène) les noms, prénoms, âges, lieux de naissance, professions, titres et qualités de toutes les personnes exerçant une fonction, ou remplissant un emploi à quelque titre que ce soit, dans l'établissement ; tout changement dans le personnel, notamment par suite d'engagement, de départ, de renvoi, de décès, devant être signalé dans les quarante-huit heures.

2° D'inscrire sur un premier registre côté et paraphé par l'Inspecteur Départemental d'Hygiène tous renseignements prévus à l'alinéa précédent, sur toute personne exerçant une fonction, ou remplissant un emploi, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement.

3° D'inscrire sur un second registre côté et paraphé par l'Inspecteur Départemental d'Hygiène, les noms, prénoms et adresses de toutes personnes entrées dans l'établissement comme malades, consultantes, pensionnaires, avec indication des jours et heures d'entrée et de sortie.

Toute infraction à l'une des obligations ci-dessus est punie d'une amende de 16 à 100 francs ; en cas de récidive dans l'année, une peine d'emprisonnement de six jours à six mois peut être prononcée et la fermeture de l'établissement peut être ordonnée.

Est punie des mêmes peines la tenue irrégulière des registres visés aux alinéas 2° et 3° du présent article.

Le tout, sans préjudice des peines plus fortes encourues, en cas d'autres crimes ou délits, et notamment en cas de crimes et délits prévus par les articles 317, 345 à 351 du Code pénal et par la loi du 31 Juillet 1920.

Article 6. — Les établissements spécifiés aux articles précédents sont soumis à la surveillance préfectorale, exercée par les Inspecteurs Départementaux de l'Assistance Publique. Ces fonctionnaires peuvent pénétrer à toute heure, de jour et de nuit, dans les établissements sus-visés, procéder à toutes investigations, constatations et enquêtes jugées par eux utiles, et se faire communiquer les registres visés à l'article 5.

Tout obstacle apporté aux fonctions d'inspection définies à l'article 4 dans le paragraphe premier du présent article, constitue un délit puni de six jours à six mois d'emprisonnement ; la fermeture de l'établissement peut en outre être prononcée. Le tout sans préjudice des peines plus fortes encourues, en cas d'autres crimes et délits, et notamment en cas d'autres crimes et délits prévus par les articles 317, 345 à 351 du Code pénal, et par la loi du 31 juillet 1920.

Article 7. — Sur rapport de l'Inspecteur Départemental d'Hygiène, ou de l'Inspecteur Départemental de l'Assistance Publique, le Préfet peut, à toute époque, prononcer le retrait de l'autorisation prévue à l'article 4.

Article 8. — Il est interdit à toutes personnes, autres que les pharmaciens, d'exposer, d'offrir, de faire offrir, de vendre, de mettre en vente, de faire vendre, de distribuer, de faire distribuer, de quelque manière que ce soit, les remèdes, substances, instruments et objets sus-

ceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement, dont la liste sera établie par un règlement d'administration publique.

Les pharmaciens ne pourront vendre les remèdes, substances, instruments et objets ci-dessus spécifiés, que sur prescription médicale.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent est punie d'un emprisonnement de deux à trois ans et d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs.

Les tribunaux devront ordonner la confiscation des remèdes, substances, instruments et objets saisis. Ils pourront en outre prononcer, à l'égard du condamné, la suspension temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer la profession à l'occasion de laquelle le délit a été commis.

Article 9. — Les quatre premiers alinéas de l'article 317 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violence ou par tout autre moyen, aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000 fr.).

« Sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.) la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués, ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi. *Toutefois sera personnel-*

lement exempte de toute peine, la femme qui, avant jugement définitif aura dénoncé la personne qui lui a procuré l'avortement, ou qui lui a indiqué ou administré des moyens abortifs.

« Les médecins, officiers de santé, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, ainsi que les étudiants en médecine, les étudiants ou employés en pharmacie, herboristes, bandagistes, marchands d'instruments de chirurgie, *infirmiers et infirmières, masseurs, masseuses* qui auront indiqué, favorisé ou pratiqué ces moyens seront condamnés aux peines prévues au paragraphe 1^{er}.

« Outre les peines mentionnées dans les trois paragraphes qui précèdent, les tribunaux pourront prononcer, pendant deux ans au moins et dix ans au plus, l'interdiction de séjour.

« Toute condamnation correctionnelle pour délits prévue par les art. 317 et 334 du Code pénal, et par la loi du 31 Juillet 1920, *emporte, de plein droit*, interdiction d'exercer les professions, de médecin, officier de santé, sage-femme, chirurgien-dentiste, employé en pharmacie, herboriste, bandagiste, marchand d'instruments de chirurgie, infirmier, infirmière, masseur et masseuse.

« Toute condamnation pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus spécifiées entraîne la même incapacité.

« En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée, pour une infraction constituant d'après la loi française, un des délits spécifiés au paragraphe précédent, le tribunal

correctionnel du domicile de l'individu dont il s'agit déclarer à la requête du ministère public, après vérification de la régularité et de la légalité de la condamnation, l'intéressé dûment appelé en la Chambre du Conseil, qu'il y a lieu à l'application de la susdite interdiction.

« Quiconque contrevient à l'interdiction prononcée par les deux paragraphes précédents sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 francs au moins et de 10.000 francs au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 10. — Relativement aux délits prévus et punis par les quatre premiers alinéas de l'art. 317 du Code pénal et par la loi du 31 Juillet 1920, le droit de citation directe, et de se constituer partie civile, est accordé aux syndicats médicaux, aux administrations d'assistance publique, aux établissements et aux associations reconnues d'utilité publique, ayant pour objet le relèvement de la population et de la moralité.

Article 11. — Il est ajouté à l'article 378 du Code pénal un second alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois n'encourront pas les peines prévues à l'alinéa précédent, les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens et sages-femmes qui auraient déclaré à l'autorité administrative ou judiciaire un avortement jugé par eux criminel.

Article 12. — Les dispositions du présent décret seront applicables dans un délai de 3 mois à dater de la promulgation aux établissements privés déjà existants.

Les directeurs ou directrices des dits établissements

devront adresser une demande d'autorisation au Préfet, en justifiant de leurs capacités et des conditions d'organisation de leurs établissements, conformément aux dispositions des articles 1, 2, 3, 4 et 5.

Article 13. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées. »

Ce projet de la Section Lyonnaise comporte un addendum à l'article 9 : c'est un texte proposé pour éviter les difficultés et l'impunité qui peuvent résulter de l'exigence dans le premier alinéa de l'article 317 du Code pénal de la grossesse de la femme ; il est ainsi conçu :

« Quiconque administre, fournit ou indique à une femme, qu'elle y ait consenti ou non, des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, sachant qu'ils étaient destinés à commettre un avortement, est puni de un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende 500 à 10.000 francs, alors même que ces remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortement efficaces seraient, en réalité, inaptes à le réaliser, ou que la femme à qui les remèdes, substances, instruments ou objets quelconques auraient été administrés, fournis ou indiqués, ne serait pas effectivement en état de grossesse. S'il est résulté des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, ainsi administrés fournis ou indiqués, un avortement consommé ou tenté, la durée de l'emprisonnement pourra être portée à dix ans et le chiffre de l'amende à 20.000 francs. »

En résumé la Section Lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la Dépopulation proposait un texte concernant :

1° La surveillance des maisons d'accouchement (art. 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7) ;

2° Les modifications à apporter à l'article 317 du Code pénal ;

3° L'excuse absolutoire accordée à l'avortée qui dénonce l'auteur de l'avortement (art. 9) ;

4° La non-application des peines prévues par l'article 378 du Code pénal aux médecins, pharmaciens et sages-femmes qui déclareraient les avortements criminels (art. 11) ;

5° L'interdiction, pour toutes personnes autres que les pharmaciens, de la vente ou de la distribution des médicaments, substances et instruments susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement (art. 8).

6° Le droit de citation directe et de se constituer partie civile accordé à certains groupements (art. 10).

Quelques semaines après paraissait le décret du 29 Juillet 1939.

LE DECRET DU 29 JUILLET 1939
et la LUTTE CONTRE L'AVORTEMENT CRIMINEL :
LE REGIME ACTUEL

Dans son rapport à M. le Président de la République introduisant le décret relatif à la famille et à la natalité française (décret du 29 Juillet 1939) M. le Président Daladier écrivait :

« Il convient de reconnaître que le goût de la famille n'est pas la conséquence nécessaire des ressources dont la famille peut disposer ; il ne peut naître et croître pour une grande part que dans une atmosphère morale propice.

L'attention que les pouvoirs publics apportent aux choses de la famille incitera sans nul doute nos compatriotes à avoir des enfants. Encore faut-il lutter contre les procédés honteux qui évitent à certaines personnes la charge d'un enfant, les préjugés qui condamnent des femmes à de tristes mutilations, les vices et les habitudes immorales qui détournent les êtres du foyer familial. »

Et M. le Président du Conseil annonçait en ces termes les mesures qui allaient être prises pour lutter contre l'avortement criminel :

« Nous avons résolu d'organiser la protection de la maternité : nous pourchasserons l'avortement qui a

exercé tant de ravages en France ; nous prévoyons un accroissement des peines contre les avorteurs professionnels. Nous lutterons contre les établissements d'accouchement suspects... Nous prévoyons l'institution de maisons maternelles départementales sous la forme d'établissements publics, ou d'établissements privés liés aux départements par des contrats soumis au contrôle des conseils généraux, et où les mères pourront s'installer pendant leur grossesse, et bénéficieront éventuellement du secret qu'elles réclameront.

Par ailleurs, nous vous demandons d'approuver l'aggravation de la répression des vices et la lutte contre les fléaux sociaux qui constituent autant de dangers pour l'avenir de la race. Contre les publications pornographiques qui constituent des insultes à la dignité familiale, il n'est point assez de sanctions. »

Le décret du 29 Juillet 1939, relatif à la famille et à la natalité française, qui se range sous quatre titres :

Titre I : aide à la famille.

Titre II : protection de la famille.

Titre III : dispositions fiscales.

Titre IV : dispositions diverses.

comprend, en ce qui regarde la lutte contre l'avortement criminel, deux groupes de mesures : des mesures directes et des mesures préventives.

Nous les envisagerons successivement.

**I. — Le décret du 29 Juillet 1939
et la lutte directe contre l'avortement criminel.**

Les principales dispositions du décret du 29 Juillet 1939, visant directement l'avortement criminel apportent à cette question les modifications suivantes :

l'article 317 du Code pénal subit certaines modifications ;

les vente, distribution, etc... de remèdes, substances et autres objets susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement est réglementée ;

les peines prévues par l'article 378 du Code pénal ne sont pas applicables aux médecins, pharmaciens et sages-femmes qui déclareraient les avortements criminels ;

le droit de citation directe et de se constituer partie civile est accordé à certains groupements ;

la surveillance des maisons d'accouchement est réglementée ;

le diagnostic biologique de la grossesse ne pourra être exécuté que dans certaines conditions.

Nous avons pensé que nous devons nous arrêter un instant à examiner les textes qui apportent des modifications aussi importantes à la législation jusqu'ici en vigueur concernant la lutte contre l'avortement criminel.

1° MODIFICATIONS APPORTÉES A L'ART. 317 DU CODE PÉNAL.

Cet article est modifié et complété par les art. 82, 83, 84, 85, 86 et 87.

Nous avons indiqué en italique les dispositions nouvelles apportées par l'art. 82. Ces articles sont les suivants :

Art. 82. — Les trois premiers paragraphes de l'article 317 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violences ou par tout autre moyen, aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte *ou supposée enceinte*, qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10.000 fr.).

« *L'emprisonnement sera de cinq ans à dix ans et l'amende de cinq mille francs (5.000 fr.) à vingt mille francs (20.000 fr.) s'il est établi que le coupable s'est livré habituellement aux actes visés au § précédent.*

« Sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.) la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même *ou aura tenté de se le procurer* ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet.

« Les médecins, officiers de santé, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, ainsi que les étudiants en médecine, étudiants ou employés en phar-

macie, herboristes, bandagistes, marchands d'instruments de chirurgie, *infirmiers, infirmières, masseurs, masseuses*, qui auront indiqué, favorisé ou pratiqué les moyens de procurer l'avortement seront condamnés aux peines prévues aux paragraphes premier et *second* du présent article. La suspension *pendant cinq ans au moins* où l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession *seront*, en outre, prononcées contre les coupables.

« *Quiconque contrevient à l'interdiction d'exercer sa profession prononcée en vertu du paragraphe précédent sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de mille francs (1.000 fr.) au moins et de dix mille francs (10.000 fr.) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.*

« *L'article 1^{er} de la loi du 26 Mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines n'est pas applicable aux personnes condamnées en vertu des paragraphes 1^{er}, 2 et 5 du présent article. En outre, et en cas d'infraction aux paragraphes 1^{er}, 2 et 5 du présent article, si le prévenu est en état de récidive, les dispositions de l'article 463 du Code pénal ne seront pas applicables.*

Art 83. — L'article 4 de la loi du 27 Mai 1885 sur les récidivistes est complété comme suit :

« 5° Deux condamnations à deux ans au moins d'emprisonnement en vertu de l'art. 317, paragraphe 1^{er} du Code pénal, ou une condamnation à trois ans au moins d'emprisonnement en vertu du paragraphe 2 du même article. »

Art. 84. — Toute condamnation correctionnelle pour

délits prévus par les articles 317 et 334 du Code pénal et par la loi du 31 Juillet 1920 comporte, de plein droit, l'interdiction d'exercer aucune fonction, et de remplir aucun emploi, à quelque titre que ce soit, dans les cliniques d'accouchement, maisons d'accouchement et tous établissements privés recevant habituellement, à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse.

Toute condamnation pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus spécifiées entraînera la même incapacité.

Art. 85. — En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour une infraction constituant, d'après la loi française, un des délits spécifiés à l'article précédent, le tribunal correctionnel du domicile du condamné déclare à la requête du ministère public, l'intéressé dûment appelé en la Chambre du Conseil, qu'il y a lieu à l'application de la susdite interdiction.

Art 86. — Quiconque contrevient à l'interdiction prononcée par les deux articles précédents sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 francs au moins et de 10.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 87. — Lorsque la sauvegarde de la vie de la mère gravement menacée exige soit une intervention chirurgicale, soit l'emploi d'une thérapeutique susceptible d'entraîner l'interruption de la grossesse, le médecin traitant ou le chirurgien devront obligatoirement

prendre l'avis de deux médecins consultants, dont l'un pris sur la liste des experts près le tribunal civil, qui, après examen et discussion, attesteront par écrit que la vie de la mère ne peut être sauvegardée qu'au moyen d'une telle intervention thérapeutique. Un des exemplaires de la consultation sera remis à la malade, les deux autres conservés par les deux médecins consultants.

Art. 88. — L'article 25 de la loi du 30 Novembre 1892 sur l'exercice de la médecine est modifié comme suit :

Art. 25. — « La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession peuvent être prononcées par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale, contre tout médecin, officier de santé, dentiste ou sage-femme qui est condamné :

1°) à une peine afflictive ou infamante ;

2°) à une peine correctionnelle prononcée pour crime de faux, pour vol et escroquerie, pour crimes ou délits prévus par les articles 316, 331, 332, 334 et 335 du Code pénal ;

3°) à une peine correctionnelle prononcée par une cour d'assises pour des faits qualifiés crimes par la loi.

En cas de condamnation prononcée à l'étranger, soit pour un des crimes ou délits ci-dessus spécifiés, soit pour un des délits visés par l'article 317 du Code pénal, le coupable pourra également, à la requête du ministère public, être frappé, par les tribunaux français, de suspension temporaire ou d'incapacité absolue de l'exercice

de sa profession. Les aspirants ou aspirantes aux diplômes de docteur en médecine, d'officier de santé, de chirurgien-dentiste et de sage-femme condamnés à l'une des peines énumérées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article et à l'article 317 du Code pénal, peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur.

(le reste sans changement). »

2° RÉGLEMENTATION DE LA VENTE, DISTRIBUTION, ETC., DE
SUBSTANCES ET OBJETS SUSCEPTIBLES DE PROVOQUER OU
FAVORISER L'AVORTEMENT.

Article 91. — Il est interdit à toutes personnes d'exposer, d'offrir, de faire offrir, de vendre, de mettre en vente, de faire vendre, de distribuer, de faire distribuer, de quelque manière que ce soit, les remèdes et substances, sondes intrantérines et autres objets analogues susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement, dont la liste sera établie par un règlement d'administration publique dans un délai de trois mois à partir de la publication au Journal Officiel du présent décret.

Toutefois les pharmaciens pourront vendre les remèdes, substances et objets ci-dessus spécifiés, mais seulement sur prescription médicale qui devra être transcrite sur un registre côté et paraphé par le maire ou le commissaire de police.

Le règlement d'administration publique prévu au paragraphe 1^{er} du présent article précisera les modalités de réglementation de la vente des remèdes, substances, objets et appareils mentionnés aux premier et deuxième paragraphe dudit article.

Il est interdit aux fabricants et négociants en appareils gynécologiques de vendre les dits appareils à des personnes n'appartenant pas au corps médical ou ne faisant pas elles-mêmes profession, comme commerçants patentés, de vendre des appareils chirurgicaux.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs.

Les tribunaux ordonnent dans tous les cas, la confiscation des remèdes, substances, instruments et objets saisis. Ils peuvent en outre prononcer, à l'égard du condamné, la suspension temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer la profession à l'occasion de laquelle le délit a été commis.

3° MODIFICATIONS A L'ARTICLE 378 DU CODE PÉNAL.

Article 90. — Il est ajouté à l'article 378 du Code pénal un second paragraphe ainsi rédigé :

« Toutefois les personnes ci-dessus énumérées, sans être tenues de dénoncer les avortements jugés par elles criminels dont elles ont eu connaissance à l'occasion de leur profession, n'encourent pas si elles les dénoncent, les peines prévues au paragraphe précédent ; citées en justice pour une affaire d'avortement, elles demeurent libres de fournir leur témoignage à la justice sans s'exposer à aucune peine.

4° DROIT DE CITATION DIRECTE ET DE SE CONSTITUER PARTIE CIVILE ACCORDÉ A CERTAINS GROUPEMENTS.

Article 89. — Relativement aux délits prévus et punis par les paragraphes 1^{er}, 2, 3, 5 et 6 de l'article 317 du

Code pénal modifié par l'article 83 du présent décret, et par les articles 84, 86 et 87 du présent décret, le droit de citation directe et de se constituer partie civile est accordé aux syndicats médicaux et syndicats de sages-femmes, à l'administration de l'assistance publique et aux établissements publics d'assistance.

5° RÉGLEMENTATION DE LA SURVEILLANCE DES ÉTABLISSEMENTS D'ACCOUCHEMENT.

Article 93. — Nul ne peut ouvrir ou diriger une clinique ou maison d'accouchement, ou un établissement privé recevant habituellement à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse, sans avoir obtenu l'autorisation préalable du préfet de police, dans le département de la Seine, du préfet dans les autres départements.

Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'ouverture et de fonctionnement que devront remplir les établissements visés à l'alinéa précédent.

Toute personne qui ouvre ou dirige sans autorisation un de ces établissements ou qui néglige de se conformer aux conditions de l'autorisation est punie d'une amende de 1.000 à 5.000 fr. ; l'établissement pourra, en outre, être fermé ; en cas de récidive dans les trois ans, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans, l'amende ne pourra être inférieure à 2.000 francs et la fermeture de l'établissement sera obligatoire ; le tout sans préjudice des peines plus fortes encourues notamment du fait des crimes et délits prévus par les articles

317, 345 à 351 du code pénal et par la loi du 31 juillet 1920.

Article 94. — Les établissements visés à l'article 93, autorisés ou non, sont soumis à la surveillance préfectorale exercée par l'inspecteur départemental d'hygiène ou par son adjoint et par les commissaires de police. Ces fonctionnaires peuvent pénétrer à toute heure, de jour et de nuit, dans les établissements sus visés et procéder à toutes investigations, constatations et enquêtes par eux jugées utiles.

Quiconque fait obstacle aux inspections prévues au paragraphe précédent est puni de six jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 500 à 3 000 frs ; la fermeture de l'établissement peut en outre être prononcée.

Article 95. — Le préfet peut à toute époque prononcer le retrait de l'autorisation prévue à l'article 93 sur le rapport de l'inspecteur départemental d'hygiène.

Article 96. — Toute publicité de caractère commercial sous quelque forme que ce soit, concernant ouvertement ou d'une manière déguisée la grossesse ou l'accouchement est interdite, sauf en faveur des établissements autorisés dans les conditions de l'article 93 de la présente section ainsi que dans les publications exclusivement réservées au corps médical.

Article 97. — Les dispositions de la présente section seront, dans un délai de six mois à dater de sa publication, applicables aux établissements privés visés à l'article 93 et actuellement existants.

Les directeurs et directrices des dits établissements devront adresser une demande d'autorisation au préfet conformément aux dispositions de l'article 93.

6° RÉGLEMENTATION DE L'EXÉCUTION DU DIAGNOSTIC BIOLOGIQUE DE LA GROSSESSE.

Article 92. — Le diagnostic biologique de la grossesse ne pourra être exécuté que sur ordonnance médicale et par les hôpitaux et laboratoires habilités à cet effet par le ministre de la santé publique, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique pris dans les trois mois qui suivront la publication du présent décret au journal officiel.

**II. — Le décret du 29 Juillet 1939
et les mesures préventives contre l'avortement criminel.**

Ces mesures préventives comprennent principalement :

- la création de maisons maternelles ;
- la lutte contre les outrages aux bonnes mœurs ;
- des modifications au régime des allocations familiales ;
- des modifications au régime fiscal.

1° CRÉATION DE MAISONS MATERNELLES.

Article 98. — Pour chaque département, le préfet désigne, après avis conforme du conseil général, les établissements publics dits « maisons maternelles » qui devront accueillir sans formalité les femmes enceintes d'au moins sept mois et les mères avec leur nouveau-né

Toutefois, les femmes enceintes pourront, sur présentation d'un certificat d'indigence du maire, être admises à n'importe quel stade de la grossesse.

Les femmes enceintes qui réclameront le régime du secret seront admises dès que la grossesse aura été constatée par le médecin de l'établissement.

Les modalités d'hébergement et la durée du séjour après l'accouchement, qui ne pourra excéder un an, seront fixées par le préfet après avis du conseil général.

A défaut d'établissement public, des traités approuvés par le préfet après avis du conseil général, pourront être passés soit avec un autre département, soit avec tout établissement privé, qui se conformera aux règles prévues pour les établissements publics de même nature.

Toute personne attachée au service d'une maison maternelle est astreinte au secret professionnel conformément à l'article 378 du code pénal.

2° LUTTE CONTRE LES OUTRAGES AUX BONNES MŒURS.

Elle est régie par les articles 119, 120 et 121.

L'article 119 est destiné à réprimer toute exposition et tout trafic des imprimés, écrits, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, matrices ou reproductions pornographiques, emblèmes et objets ou images contraires aux bonnes mœurs.

L'article 120 réprime les chants, cris ou discours contraires aux bonnes mœurs, ainsi que toute réclame pour une occasion de débauche.

L'article 121 traite de ce même problème en ce qui regarde la presse.

3° MODIFICATIONS AU RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES.

Il s'agit d'abord de l'extension de ces allocations à tous les salariés.

Article 10. — Peuvent prétendre au bénéfice des allocations familiales les salariés, quelles que soient la profession ou la qualité de l'employeur qui les occupe, les fonctionnaires et agents des services publics, les employeurs et travailleurs indépendants des professions industrielles, commerciales, libérales et agricoles, les métayers ainsi que tous ceux qui tirent d'une activité professionnelle leurs principaux moyens d'existence.

L'article 13 fixe le taux de ces allocations :

Article 13. — Les taux minima des allocations familiales ne pourront pas être inférieurs à 10 % du salaire moyen mensuel dans le département d'un salarié adulte, pour le deuxième enfant à charge, à 20 % pour le troisième et chacun des suivants, soit 10 % pour deux enfants à charge, 30 % pour trois, avec augmentation de 20 % par enfant au-delà du troisième.

4° MODIFICATIONS AU RÉGIME FISCAL.

Par l'article 136 bis, les contribuables soumis à l'impôt général sur le revenu qui sont célibataires, divorcés ou veufs, et qui n'ont pas d'enfant, sont assujettis à une taxe de compensation familiale. Les contribuables mariés depuis plus de deux ans et n'ayant pas d'enfant sont assujettis à la même taxe.

Ainsi, toutes les mesures que comporte le décret du 29 juillet 1939 avaient fait l'objet de vœux présentés par

les divers groupements s'intéressant à la lutte contre l'avortement criminel. Elles avaient été préconisées en particulier par la Section Lyonnaise de l'Alliance Nationale contre la dépopulation.

Appliquée énergiquement, la nouvelle législation peut donner des résultats considérables, car les pénalités encourues auront vis-à-vis de certains avorteurs ou avorteuses un effet réel d'intimidation et, d'autre part, la surveillance des maisons d'accouchement permettra de fermer bien des officines criminelles. On peut d'autant mieux espérer désormais l'application méthodique de la loi que le décret du 29 juillet « renforçant les services de surveillance du territoire » a augmenté fortement le nombre des inspecteurs de la Sûreté de façon à permettre la création, qui aura lieu incessamment, d'une section de l'avortement dans chacune des brigades de police mobile.



Il n'est pas interdit de croire, qu'à elles seules, les dispositions du décret relatives à l'avortement criminel donneront à la France, d'ici peu, plusieurs dizaines de milliers de naissances de plus chaque année.

Sans doute le bénéfice aurait-il été plus considérable si la disposition de « l'excuse absolutoire » avait été retenue par le législateur. Elle aurait permis au praticien d'utiliser, en une mesure beaucoup plus large, la libération, d'ailleurs relative, du secret professionnel, telle qu'elle est prévue par l'Article 90 du décret-loi.

« Toutefois, les personnes ci-dessus énumérées, sans être tenues de dénoncer les avortements jugés par elles criminels dont elles ont eu connaissance à l'occasion de l'exercice de leur profession, n'encourent pas, si elles les dénoncent, les peines prévues au paragraphe précédent (paragraphe I de l'article 378 du Code Pénal) ; citées en justice pour une affaire d'avortement, elles demeurent libres de fournir leur témoignage à la justice sans s'exposer à aucune peine ». L'adoption de l'excuse absolutoire aurait fourni au médecin traitant la certitude que sa divulgation ne pouvait nuire en rien aux intérêts de sa malade ; l'avorteuse aurait été ainsi sous la menace constante d'une pince à double mors : excuse absolutoire ; libération de la règle du secret.

D'aucuns sans doute, parmi lesquels M. le Professeur Philip, député du Rhône ont émis la crainte que l'excuse absolutoire puisse permettre des dénonciations calomnieuses, dirigées contre des médecins intègres, par des femmes assurées de l'impunité.

Cette crainte ne nous paraît pas fondée, en l'état de nos mœurs et de notre organisation judiciaire :

— les coupables hésitent toujours avant de faire connaître leur faute à la justice ; même lorsque — pour des motifs divers — ils ne peuvent plus être poursuivis. Tout aussi bien, les peines prévues dans le cas de dénonciation calomnieuse peuvent-elles être alors appliquées ;

— il n'est pas douteux que les juges de première instance et les juges d'appel sauraient choisir entre la dénonciation d'une avortée de mœurs et de moralité

douteuse et l'affirmation d'un praticien à l'honorabilité connue ;

— enfin, une disposition avait été préconisée qui donnait au corps médical une garantie réelle : vis-à-vis d'un médecin ainsi dénoncé, une inculpation n'était possible qu'après une enquête d'honorabilité faite par le Conseil de famille du Syndicat départemental.

Des scrupules juridiques ont fait écarter par M. le Garde des Sceaux l'excuse absolutoire. Nous le regrettons sincèrement : on peut craindre que cette mesure réduise à rien ou à presque rien le bénéfice de la libération du secret professionnel et qu'ainsi le nombre des avortements connus soit diminué en une large proportion. Tout aussi bien, une accusation sans fondement portée contre quelques médecins (et qui n'eut pas entraîné leur condamnation) eut été, dans une question qui présente pour le Pays un intérêt vital, beaucoup moins grave que l'assassinat annuel, dans le sein de leur mère, de plusieurs milliers d'enfants, conséquence probable — il faut le craindre — du rejet de l'excuse absolutoire.

L'on peut aussi regretter que parmi les dispositions du décret-loi ne figurent aussi ni la déclaration obligatoire aux mairies et des cas de mortinatalité, et aussi des naissances des fœtus non viables et des embryons ; ni une réforme des études et de la profession de sage-femme.

Quoi qu'il en soit de ces réserves, le décret du 29 juillet 1939 améliore notablement les conditions de la lutte

contre l'avortement criminel ; il peut, dans son ensemble, servir utilement la cause de la natalité française.

De telles mesures honorent ceux qui, à des titres divers ont été les bons ouvriers de cet effort nécessaire, en particulier M. le Président du Conseil, auquel elles doivent d'avoir été menées à bien.

Sans doute, pourront-elles être utilement complétées pour certains détails. Mais M. Edouard Daladier, lui-même, dans son rapport à M. le Président de la République : « Sans doute, le décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation, est-il loin d'être complet. D'importantes dispositions y manquent... Vous pouvez tenir pour assuré que nous veillerons avec la haute collaboration du Haut Comité de la Population à combler ces lacunes à bref délai... »

Les événements actuels, bien loin de diminuer l'intérêt de la lutte contre l'Avortement et en faveur de la Natalité française, la rendent plus nécessaire et plus urgente.

Conclusions

I. -- Depuis 1935, en France, le chiffre annuel des décès dépasse de 35.000 environ celui des naissances. Cette crise de la natalité constitue pour notre Pays, pour son existence en tant que nation indépendante, la plus lourde des menaces.

II. — Parmi les causes, multiples et complexes, de la dénatalité française, l'avortement criminel est l'une des principales. Le nombre de tels avortements atteint ou même dépasse actuellement celui des naissances.

III. — A l'expérience, la loi du 27 Mars 1923, rendant passible de peines correctionnelles l'avortement volontaire, a donc fait la preuve de son inefficacité : cette loi donnait les moyens de punir, non ceux de connaître et de prouver.

Pourtant, une répression appropriée, si elle ne constitue pas le seul moyen de lutte, est susceptible de restreindre en une large proportion le nombre des avortements criminels.

IV. — La plupart des mesures répressives utiles figurent dans le Décret-loi du 29 Juillet 1939, qui, comportant d'autre part un ensemble de dispositions constructives, constitue et de beaucoup l'effort le plus cohérent qui ait été jusqu'à présent entrepris en faveur de la natalité française.

Il est toutefois regrettable que l'excuse absolutoire de l'avortée, contre-partie nécessaire de la libération pour le médecin de la règle du secret professionnel, n'ait pas été retenue par le législateur.

Le Doyen :

J. LÉPINE.

Le Président de la Thèse :

VORON.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 1^{er} novembre 1939.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université :

A. LIRONDELLE.

Bibliographie

- ALESSANDRI. — Considérations médico-légales et sociales sur le néo-malthusianisme et l'avortement criminel. *Thèse de Paris*, 1926.
- ARDILLAUX. — A propos de la répression des avortements criminels. *Vie médicale*, Paris, 1922, 3 : 594-6.
- AUBERTIN (Fernand). — En péril de mort.
- AUBIN (Noël). — Recherche médicale de la criminalité dans l'avortement. *Thèse de Paris*, 1888.
- AUDEBERT et RASCOL. — Prophylaxie de l'avortement criminel ; dangers de la clandestinité. *Revue française de Gynécologie et d'Obstétrique*, 1923, 18 : 649-56.
- BALARD (P.). — La question de l'avortement criminel envisagée au point de vue hospitalier. *Gazette hebdomadaire des Sciences médicales*. Bordeaux 1923, 44 : 172.
- A propos des avortements criminels traités dans les hôpitaux. *Revue française de Gynécologie et d'Obstétrique*, 1923, 18 : 603-6.
- BERTHÉLEMY. — L'avortement, 1917.
- Moyens juridiques propres à combattre les avortements criminels. *Bulletin de l'Académie de Médecine*. Paris 1917, 3 s., 78 : 190-2.

- BERTHÉLEMY. — La lutte contre l'avortement criminel. *Journal de Médecine de Bordeaux*, 1917, 47 ; 291-4.
- BERTILLON (Georges). — L'avortement au point de vue médico-social et sa répression. *Rapport au Congrès des Praticiens*, 7 avril 1910.
- BLONDEL. — Statistique sur 100 cas d'avortement criminel. *Annales de la Société Obstétricale de Paris*, 10 mars 1902, p. 135.
- BOGDAN. — La définition et la législation actuelles de l'avortement criminel. *Annales de Médecine légale*. Paris, 1929, 9 : 169-71.
- BONNAIRE. — La lutte contre l'avortement. *Presse médicale*, 1917, 25, suppl. 757-60.
- BOVERAT (F.). — La dénatalité mortelle.
— Comment nous vaincrons la dénatalité.
- BROUARDEL. — L'avortement, 1901.
- CASENEUVE. — Où en sommes-nous des mesures légales pour réprimer les avortements criminels ? *Revue philanthropique*. Paris 1928, 49 : 329-37.
- COLLIGNON (Charles). — Progression ascendante du nombre des avortements et ses causes. *Thèse de Paris* 1909.
- DELESTRE. — De l'avortement, 1926.
- DEMELIN. — Conséquences de l'avortement criminel. *Revue générale, clinique et thérapeutique*. Paris 1924, 38 : 737-9.
- DUMAS (Alphonse). — Contribution à l'étude de l'avortement criminel. *Thèse de Paris*, 1911.
- GALLARD (T.). — De l'avortement au point de vue médico-légal. *Annales de Gynécologie*, Paris 1877, Tome III, n^{os} 8
Juillet, Août, Octobre, Novembre et Décembre.

- GALLIOT (Léon). — Recherches historiques, ethnographiques et médico-légales sur l'avortement criminel. *Thèse de Lyon*, 1884.
- GALLOIS. — Dépopulation et avortements criminels. *Vie médicale*, Paris 1929, 4 : 57-60.
- GAND (Maurice). — Rapport sur les avortements criminels dans le département du Nord. *Journal d'Obstétrique et de Gynécologie pratiques*. Novembre 1938.
- GUÉNIOT (P.). — Risques et dangers de l'avortement criminel et des manœuvres abortives. *Bulletin de médecine*. Paris 1919, 33 : 782-9.
- HAURY (Paul). — Pour que la France vive.
- ISAKSOHN. — Etudes comparatives des différentes législations anti-abortives et des résultats obtenus par elles. *Thèse de Paris*, 1931.
- LACASSAGNE. — Considérations médico-légales sur l'avortement. *Archives d'anthropologie criminelle*, 1887.
- LE LORIER. — A propos des avortements criminels traités dans les hôpitaux. *Revue française de Gynécologie et d'Obstétrique*, 1924, 19 : 83-5.
- LEMOINE (Marcel). — De l'avortement criminel. Etude historique, sociale et médico-légale. *Thèse de Paris*, 1896.
- LEPAGE. — La lutte contre l'avortement criminel. *Bulletin de médecine de Paris*, 1917, 31 : 221-3.
- MARTIN. — L'avortement criminel et le secret professionnel. *Revue philanthropique*, Paris 1923, 14 : 117-25.
- MATHÉ. — L'avortement en Russie Soviétique. *Presse médicale*, 1925, 33 : 245.
- MAZEL (P.). — La loi du 27 Mars 1923 et la répression de l'avortement criminel.

- MINET (J.). — Contre les avortements criminels. *Presse médicale*, 1917, 25 : annexe 590.
- MINOR. — La législation des avortements en U.R.S.S. *Thèse de Paris*, 1928.
- MOINE. — Dépopulation, ses origines, ses causes, ses remèdes. *Bulletin de l'Académie de Médecine*. Séance du 4 avril 1939.
- MONDOR. — Les avortements mortels.
- MONIN (Robert). — La dépopulation. Ses rapports avec les théories malthusiennes et l'avortement. *Thèse de Paris*, 1922.
- MURET. — La question de l'avortement et le nouveau code pénal vaudois. *Revue médicale Suisse romande*, 1930, 1 : 689-99.
- PFEIFFER. — Essai d'une prophylaxie de l'avortement criminel. *Thèse de Paris*, 1909.
- PITOUR. — Industrie, le budget de l'avortement. *Presse médicale* des 6 juin, 15 août et 1^{er} novembre 1928.
- RHENTER. — Rapport présenté à la réunion du Comité d'études de la Section Lyonnaise de l'Alliance nationale contre la dépopulation. le 24 octobre 1938.
- ROUBAKINE. — Avortement ; problème social et sa solution dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. *Annales de Médecine légale*. Paris, 1929, 9 : 153-68.
- ROUSSET (Eugène). — De l'avortement criminel. *Thèse de Paris*, 1907.
- SALMON. — L'avortement criminel et sa répression. *Thèse de Paris*, 1920.
- SEMACHKO. — Quelques aperçus de l'hygiène soviétique. Législation actuelle de l'avortement en Russie Soviétique.

Revue franco-russe de Médecine et de Biologie, n° de janvier 1926, p. 6-7.

TARDIEU. — Etude médico-légale sur l'avortement. Paris, 1925.

TISSIER. — La déclaration des avortements. *Archives mensuelles d'Obstétrique et de Gynécologie*. Paris 1917, 6 : 56-65.

VITOUX (G.-). — L'industrie de l'avortement. Le budget de l'avortement. Rapport sur la prophylaxie de l'avortement à la XII^e session de la Société Obstétricale. *La Presse médicale*, n°s des 6 juin, 15 août et 4 novembre 1909.

— La question de la natalité et la répression de l'avortement. *Revue d'Hygiène de Paris*, 1922, 44 : 769-76.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
HISTORIQUE	13
<i>Chapitre I.</i> — La lutte contre l'avortement criminel avant la loi du 27 Mars 1923	19
<i>Chapitre II.</i> — La loi du 27 Mars 1923	33
<i>Chapitre III.</i> — La lutte contre l'avortement criminel de la loi du 27 Mars 1923 au décret du 29 Juillet 1939	43
CONCLUSIONS	93
BIBLIOGRAPHIE	95
TABLE DES MATIÈRES	101

IMPRIMERIE DE TRÉVOUX

G. Patissier

—
1939

